



MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU DANEMARK

**DANEMARK –
NIGER
CADRE
STRATÉGIQUE
2023-2027**

CARTE DU NIGER



LIBYE

ALGÉRIE

MALI

NIGER

TCHAD

**BURKINA
FASO**

BÉNIN

NIGERIA

GHANA

CAMEROUN

**CENTRAL-
RÉPUBLIQUE
AFRICAINNE**

CONTENU

1. DANEMARK ET NIGER 2023-2027 : VISION ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES	4
2. ANALYSE DU CONTEXTE, DES DÉFIS ET DES RISQUES	6
3. RÉALISATIONS, FORCES ET PRIORITÉS POLITIQUES DANOISES	16
4. OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE L'ENGAGEMENT DU DANEMARK AU NIGER	18
4.1 Objectif stratégique 1 : Renforcer la stabilité et prévenir les conflits, les déplacements et la migration irrégulière	18
4.2 Objectif stratégique 2 : Adaptation aux changements climatiques et renforcement de la résilience	21
4.3 Objectif stratégique 3 : Promouvoir la bonne gouvernance, les droits de l'Homme et l'égalité des sexes	23
5. SUIVI DU CADRE STRATÉGIQUE	27
6. PRÉSENTATION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAL	29
<hr/>	
ANNEXE 1 : INDICATEURS	37
ANNEXE 2 : CHIFFRES CLÉS	38

1. DANEMARK ET NIGER 2023-2027 : VISION ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Depuis 1974, le partenariat entre le Danemark et le Niger se caractérise par une coopération de développement sur le long terme principalement axée sur la suppression de la pauvreté, le renforcement des valeurs démocratiques et l'amélioration des conditions de vie des groupes de populations les plus vulnérables. En 2011, le Niger est devenu un pays prioritaire pour le Danemark, et depuis lors les initiatives et les instruments se sont multipliés avec la mise en place de nouveaux domaines d'intervention comme la stabilité et la migration. La relation bilatérale entre les deux pays repose aujourd'hui sur une contribution importante et à long terme axée sur le développement du Niger, une relation pour laquelle le Danemark est hautement apprécié, et qui conforte les liens historiques forts entre les deux pays. Le soutien important apporté par le Danemark depuis de longues années a fait de lui un partenaire fiable pour le Niger, tant au niveau bilatéral que multilatéral. Ce solide partenariat et le partage de valeurs communes sont évidents durant les réunions de haut niveau et sur les forums multilatéraux.

Selon l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies, le Niger est le pays le moins développé au monde, ce qui s'explique par l'effet combiné de la pauvreté, du manque de formation, d'un système de santé insuffisant et d'un faible niveau de vie. Outre ces défis structurels, le Niger fait face aujourd'hui à une crise multiforme due à des facteurs nationaux, régionaux et mondiaux, à savoir une détérioration de la situation sécuritaire dans la région du Sahel, des changements climatiques, une compétition géopolitique et une crise humanitaire et alimentaire. Le Danemark et le Niger ont tous deux un intérêt à maintenir la stabilité et à améliorer les conditions de vie dans la région en luttant contre le terrorisme, en renforçant la bonne gouvernance, en réduisant la pauvreté et en améliorant les conditions d'existence des populations locales. Toutefois, la stabilité et la prospérité du Niger ne constituent pas uniquement un objectif en soi. Elles sont aussi un moyen de renforcer les efforts de consolidation de la paix dans toute la région. Dans la mesure où le Niger relie l'Afrique de l'Ouest et du Centre à l'Afrique du Nord, et donc à la région méditerranéenne, une déstabilisation du pays constituerait un risque potentiel non seulement pour la région, mais aussi pour l'Europe et le Danemark, sous la forme d'une migration irrégulière de cette région à travers le territoire nigérien.

Le cadre stratégique est un instrument approprié pour réaliser la stratégie danoise de coopération et de développement « The World We Share », une stratégie fortement axée sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités, et sur la promotion d'un développement durable incluant la paix et la stabilité, avec des moyens cohérents garantissant adaptabilité et flexibilité. Le Danemark se doit d'être présent dans les pays pauvres et fragiles où les besoins sont les plus importants. Parce qu'il est le pays le moins développé du monde, et qu'il se trouve face à une crise multiforme, le Niger est le pays par excellence qui

requiert la présence du Danemark. Faire suite à la politique étrangère et de sécurité danoise est aussi une priorité essentielle, notamment pour garantir la sécurité du Danemark par des initiatives qui encouragent la paix dans la région du Sahel, en promouvant les valeurs démocratiques et les droits de l'Homme, en utilisant l'expertise environnementale du Danemark, et en aidant davantage de personnes au niveau local, notamment les femmes et les filles. Les stratégies et politiques danoises seront mises en œuvre de manière à ce qu'elles soient parfaitement alignées sur les principaux objectifs de développement nationaux du Niger, notamment le plan de développement économique et social du pays et la déclaration de politique générale du gouvernement. Ce partenariat répondra en outre aux priorités du Niger en termes de sécurité et de formation des filles.

LA VISION DU DANEMARK VIS-À-VIS DE SON PARTENARIAT AVEC LE NIGER DANS LA PÉRIODE 2023-2027 est de prévenir les conflits

violents et de soutenir les efforts de paix et la stabilité dans le respect d'une bonne gouvernance et des droits de l'Homme, mais aussi de réduire la pauvreté et les inégalités en renforçant la résilience et en favorisant une croissance inclusive et durable. Trois objectifs stratégiques doivent répondre à cette vision, avec des priorités transversales qui accompagnent la construction d'un Etat responsable, démocratique et efficace ainsi que l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.

- 1. Accroître la stabilité et prévenir les conflits, les déplacements et la migration irrégulière** avec l'objectif de promouvoir les efforts de paix et de gérer les causes structurelles à la base des changements dans les modèles migratoires, dont les déplacements et la migration irrégulière.
- 2. S'adapter aux changements climatiques et renforcer la résilience** avec l'objectif de réduire la pauvreté et de prévenir les sources de conflit en s'adaptant aux changements climatiques et en garantissant un accès plus large et plus juste à l'eau, à la croissance de l'économie verte et aux possibilités de carrière.
- 3. Encourager la bonne gouvernance, les droits de l'Homme et l'égalité entre les sexes** pour renforcer la démocratie et promouvoir la société civile, les institutions publiques responsables et les droits de l'Homme, notamment l'égalité entre les sexes ainsi que la santé et les droits reproductifs et sexuels (SDRS), de manière à pouvoir lutter contre les causes profondes de l'inégalité, de l'exclusion, de la discrimination et des conflits.

2. ANALYSE DU CONTEXTE, DES DÉFIS ET DES RISQUES

En avril 2021, Niger a réussi sa première transition démocratique avec la passation de pouvoir d'un président élu au suivant. Le transfert des pouvoirs a été une avancée significative pour le pays qui avait connu précédemment des périodes de forte instabilité politique, notamment plusieurs révoltes populaires et un coup d'État militaire. Cette évolution donne de l'espoir aux partenaires internationaux qui commencent à considérer que le Niger est un partenaire stable dans une région instable.

Le paysage politique demeure toutefois incertain et l'équilibre fragile est susceptible de basculer, passant d'une stabilité institutionnelle à un effondrement de l'État si les fragilités existantes et les tendances préoccupantes s'aggravent encore. L'insatisfaction croissante de la population peut en outre déboucher sur une perte de confiance en la démocratie, comme nous l'avons vu dans d'autres pays de la région. Cela pourrait potentiellement conduire à un renversement du gouvernement par l'armée.

STABILITÉ POLITIQUE ET CONCENTRATION DES POUVOIRS

La République du Niger est un système de type semi-présidentiel avec un pouvoir exécutif, en particulier celui du président, qui concentre l'essentiel du pouvoir, avec une assemblée législative multipartite. Selon Freedom House, le pays est partiellement libre et atteint un score de 48, ce qui est plus élevé que la plupart des États d'Afrique de l'Ouest. Malgré la récente transition démocratique, l'État repose largement sur le parti du président, le PDNS, qui est au pouvoir depuis plus de dix ans. Aujourd'hui, le PDNS est le plus grand parti politique du parlement national, mais il n'a pas suffisamment de sièges pour gouverner seul.

Historiquement, le système politique est contrôlé par une coalition d'élites issues de différentes parties de la société, incluant des acteurs politiques ayant des passés similaires, des acteurs économiques, des militaires et des chefs traditionnels. La formation du gouvernement, comme le mode de fonctionnement de l'administration centrale, semblent reposer sur des liens avec ces élites politiques plutôt que sur l'efficacité et les compétences. Si cela contribue à la stabilité politique sur le court et le moyen terme, cela génère aussi des obstacles à l'exercice de la démocratie et à la bonne gouvernance sur le plus long terme, limitant de ce fait la consolidation démocratique. La participation à la vie politique manque de diversité et n'intègre pas suffisamment les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés. Malgré cela, le Niger a montré une certaine efficacité dans l'intégration de différents groupes ethniques dans des institutions publiques clés, ce qui a conduit à une réduction des frictions ethniques et des contestations sur une identité nationale commune, si l'on compare par exemple avec le Mali voisin. Le pays est majoritairement musulman, 99 % de la population pratiquant l'islam. Toutefois, le Niger est un pays séculaire et la constitution interdit la discrimination religieuse et prône la liberté de culte.

Le pouvoir politique et économique est recentré autour de la capitale Niamey. L'État, au niveau central, ne transfère de ressources financières qu'aux autorités locales (266 communes et huit régions) et aux services techniques décentralisés dans la mesure où les moyens le permettent. Lorsque les ressources financières sont transférées, elles sont déployées en impliquant de manière limitée les communautés locales. Le manque de personnel technique des autorités locales présente un second défi. Le transfert des compétences se fait graduellement et inclut quatre domaines : l'éducation, la santé, l'eau et l'environnement, y compris la responsabilité de la construction et de l'entretien des infrastructures connexes ainsi que la fourniture de prestations sociales. Au niveau local, les chefs traditionnels jouent un rôle important dans le domaine de la médiation et du règlement des litiges, notamment lors des conflits sociaux et des conflits liés à l'accès aux terres et à la gestion des ressources naturelles. Ils coopèrent étroitement avec le médiateur de la République mis en place au Niger depuis 2011.

PAIX, STABILITÉ ET SÉCURITÉ

Le Niger est un acteur fondamental en ce qui concerne les initiatives internationales et régionales, et la situation sécuritaire dans le pays est liée à la situation régionale et du manque de stabilité des pays voisins. Le pays est un membre important du G5 Sahel et de la Force multinationale mixte autour du Lac Tchad, et il est au centre de la coalition antiterroriste internationale au Sahel. La structure de la sécurité au Sahel est en train de changer, du fait notamment de la situation au Mali, et il faut s'attendre à ce que la présence militaire internationale au Niger se renforce dans les années à venir. Cette transformation donne l'espoir d'une plus grande sécurité, mais elle suscite également le risque d'une réaction nationale, une grande partie de la population étant réticente à une présence renforcée de forces militaires dans le pays. Il faut s'attendre à ce que la compétition géopolitique, et en particulier les activités de la Russie au Sahel, donne lieu à des campagnes de désinformation et davantage de manifestations publiques contre la France et l'Occident. Le Niger a toutefois clairement exprimé sa vive désapprobation envers la présence du groupe russe Wagner au Mali.

En comparaison avec ses voisins, le Mali et le Burkina Faso, le Niger a plus de forces de défense et de sécurité sur son territoire, mais ce nombre est insuffisant au regard de l'immense étendue des territoires à contrôler. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de multiplier par deux les effectifs militaires, avec 50 000 soldats pour 2025, et d'utiliser la « discrimination positive » afin de recruter auprès des groupes ethniques marginalisés. Le Niger est moins affecté que ses voisins par le manque de confiance entre la population et les forces armées, et une large majorité de Nigériens ont confiance en leurs forces de sécurité. Plus de 17 % du budget national est consacré au secteur de la sécurité, dont l'acquisition de matériel militaire. La gestion de ces moyens financiers a été opaque et peu surveillée, et le secteur de la défense a été touché par de graves affaires de corruption susceptibles d'affecter la légitimité et le moral de l'armée et des forces de sécurité.

Le Niger s'efforce de lutter contre la détérioration de la situation sécuritaire provoquée par un djihadisme violent, le banditisme et la criminalité organisée présents sur plusieurs fronts. Depuis 2015, l'armée a combattu Boko Haram

dans la région sud-est du Diffa puis le groupe dissident État islamique dans la région d'Afrique de l'Ouest, quand ce groupe s'est étendu à partir de la région nord-est du Nigeria. La situation sécuritaire semble être mieux contrôlée que dans les pays voisins. Depuis le début de l'année 2021, il y a une forte augmentation des cas de violence, notamment sous forme d'attaques envers les communautés locales, d'assassinats ciblés et de kidnappings par des groupes armés. La détérioration de la situation sécuritaire dans le nord du Nigeria s'est étendue vers l'est et touche désormais les régions du sud du Niger, de Dosso à Maradi. Il faut toutefois souligner que la violence au Niger est en grande partie concentrée dans les régions du sud-ouest, Tahoua et plus particulièrement Tillabéri, qui bordent le Mali et le Burkina Faso. L'État islamique de la Province du Sahel (ISSP), connu auparavant sous le nom d'État islamique dans le Grand Sahara, est responsable de la plupart des agressions violentes commises à l'encontre des bases militaires et des civils, et notamment des massacres à grande échelle sur les populations civiles. Bien que les forces internationales et nationales soient parvenues à freiner et affaiblir ISSP, il semble que le groupe lié à Al-Qaeda, Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen (JNIM), ait profité de la faiblesse d'ISGS et étendu son influence à la frontière avec le Burkina Faso en lançant des attaques contre les forces gouvernementales.

Du fait que l'État manque de moyens pour assurer la sécurité au niveau local, plusieurs communautés locales ont récemment formé des groupes d'autodéfense, ce qui a provoqué des tensions au sein de ces communautés et entre elles. Le gouvernement reconnaît l'existence de ces groupes d'autodéfense mais il ne les approuve pas et essaie d'empêcher leur développement, dans la mesure où ils risquent d'accentuer les conflits locaux en fournissant des opportunités d'alliances avec les groupes djihadistes. Outre la violence djihadiste, le crime organisé – comme la criminalité transfrontalière, le trafic de drogues et d'armes, et la traite d'êtres humains – constitue aussi une menace contre la sécurité car il peut à la fois engendrer des conflits violents, et représenter une source de revenus pour les groupes djihadistes quand ceux-ci établissent des liens avec les réseaux criminels.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

L'économie nigérienne a connu une croissance relativement stable de plus de 5,2 % ces deux dernières décennies. Malgré cela, le Niger reste un pays à faibles revenus et l'un des pays les plus pauvres du monde selon le RNB par habitant. Alors qu'il avait été relativement préservé des pires conséquences sanitaires de la pandémie de COVID-19, sa situation budgétaire déjà impactée par la situation sécuritaire et les effets climatiques du climat, s'est encore aggravée avec une chute du taux de croissance de 5,9 % en 2019 à 3,6 % en 2020. En 2021, le taux de la croissance économique a chuté à nouveau pour atteindre 1,4 %, soit une contraction économique réelle de 2,3 % en incluant la croissance démographique. La croissance économique devrait reprendre en 2022 pour atteindre 5,2 %, mais il faut s'attendre à ce qu'elle reste en-dessous du niveau pré-pandémique. L'économie est largement dépendante de l'agriculture et du bétail, un secteur qui représente 43 % du PIB du pays et emploie environ 80 % de la population active, ce qui rend ce secteur particulièrement vulnérable aux chocs internes et externes que sont les conflits, les changements climatiques, et les fluctuations de prix sur les matières premières et les biens de consommation.

Le Niger a une industrie minière et une industrie d'extraction importantes, largement dominées par des entreprises internationales qui extraient de l'uranium, de l'or, du charbon et du pétrole brut. À partir de 2023, le Niger vivra une profonde transformation de son économie avec l'achèvement du pipeline de pétrole brut de 2000 km financé par la Chine et qui relie le Niger et le Bénin. Selon les estimations, la production de pétrole devrait être multipliée par cinq et atteindre une production de 100 000 barils par jour en 2024. Une telle augmentation de la production de pétrole devrait représenter potentiellement une augmentation du PIB de 25 % et une augmentation des recettes fiscales de 45 %. Sans une bonne gouvernance et un cadre solide pour gérer ce secteur, les bénéfices potentiels exposent le Niger à de nombreux risques.

L'économie nigérienne se caractérise par un secteur informel important, dominé par des micro-entreprises agricoles et un petit secteur formel de petites productions. Il faut toutefois noter que l'économie informelle constitue un réservoir d'emplois et un amortisseur social en cas de crises, comme celle de la COVID-19.

DÉVELOPPEMENT HUMAIN, PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS

En 2020, le PIB par habitant du Niger s'élevait à 565 USD seulement. Du fait de l'accroissement démographique, le nombre absolu de personnes vivant dans une extrême pauvreté (moins de 1,9 USD par jour) a dépassé dix millions, malgré une diminution du niveau relatif de la pauvreté. En outre, cette diminution semble masquer une augmentation croissante des inégalités selon la Banque mondiale. L'État a mis en place un système de sécurité sociale qui doit bénéficier aux personnes les plus vulnérables et a élargi l'accès gratuit aux soins de santé et à la scolarité. Dans la pratique toutefois, il existe un véritable clivage entre les engagements formels et la capacité réelle de l'État, du fait notamment de la croissance démographique. C'est le cas du secteur de l'éducation, qui est l'une des principales raisons du rang assez bas du pays au classement de l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies. Selon le plan d'éducation nationale du Niger pour 2020-2022, 42 % seulement des filles et 58 % des garçons reçoivent un enseignement scolaire de base. Avant la pandémie de COVID-19, une fille pouvait s'attendre à recevoir 2,4 ans d'enseignement de qualité dans sa vie (contre 2,9 ans pour un garçon). Moins de 60 % d'élèves du primaire poursuivent dans le secondaire et 20 % seulement terminent leurs études dans le secondaire. À cause de la faible qualité du système éducatif, moins de 8 % des enfants selon l'UNICEF ont acquis suffisamment de compétences en lecture et en calcul à la sortie de l'école primaire. 35 % des plus de 15 ans peuvent lire et écrire. Le Niger s'est engagé à accroître progressivement son budget d'enseignement pour qu'il atteigne 22 % du budget national en 2024.

Le pays est frappé par les inégalités, notamment parmi les jeunes qui sont exclus du marché du travail et qui n'ont pas accès à la mobilité sociale et économique, et se retrouvent poussés vers l'économie informelle, avec le risque qu'ils se rapprochent du banditisme, de la traite et des migrations. Par ailleurs, l'exclusion des jeunes du monde politique contribue à ce qu'ils perdent toute influence sur le développement de leur société, ce qui peut pousser certains d'entre eux au radicalisme. Les inégalités sont d'autant plus évidentes dans l'écart qui existe entre les villes et les campagnes. Le sous-investissement de l'État dans les zones rurales a des effets négatifs sur les bergers qui

souffrent d'une marginalisation économique, sociale et politique croissante, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux injustices. En outre, le déplacement des populations génère de nouvelles sources de tension avec les communautés hôtes, dues en grande partie à l'occupation de l'espace et à la distribution des ressources. Le Niger détient la sixième place parmi les pays ayant le taux d'urbanisation le plus élevé (5,3 %). L'urbanisation croissante offre de nouvelles opportunités en créant des interdépendances entre les zones urbaines et les zones rurales, permettant ainsi de renforcer l'économie et de réduire les coûts d'accès aux services sociaux de base. Cela génère toutefois des risques importants, notamment des frustrations sur le manque d'opportunités parmi les jeunes qui ne trouvent pas de travail, ce qui peut accentuer la précarité des conditions de vie dans les quartiers périurbains plus pauvres. 70 % de la population urbaine habite dans des quartiers qui n'ont pas accès à l'eau ni à des services de santé.

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE, INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, SANTÉ ET DROITS REPRODUCTIFS ET SEXUELS (SDRS)

Malgré une certaine amélioration de l'égalité entre les sexes, ainsi que de la santé et des droits reproductifs et sexuels, le Niger reste encore loin derrière sur une perspective mondiale et régionale. L'inégalité entre les sexes, dont le manque d'éducation, les opportunités économiques, les mariages et les naissances précoces contribuent à une croissance démographique extrêmement élevée de 3,8 % relayée par le taux de fécondité le plus élevé au monde avec 6,8 naissances par femme. Si cette évolution ne change pas, la population pourrait tripler d'ici moins de trente ans. Plus de la moitié des femmes commencent leur vie reproductive avant d'avoir atteint 18 ans, et à cet âge-là, trois femmes sur quatre sont déjà mariées. Une femme sur quatre est mariée avant l'âge de 15 ans. Du fait de connaissances limitées et d'un manque d'accès à la contraception, ce début précoce de la vie reproductive a une grande influence sur la santé et les droits reproductifs et sexuels des filles : un décès sur trois chez les filles âgées entre 15 et 19 ans est imputable à des complications liées à la grossesse. L'accès au planning familial et à la contraception est très limité, et ce sujet reste extrêmement sensible du fait de la religion et des traditions.

Le gouvernement, président en tête, en a fait une priorité absolue pour répondre à la croissance démographique rapide ; l'éducation, notamment chez les filles, est considérée comme un instrument fondamental pour remédier aux inégalités. Malgré cela, la société reste fortement marquée par la discrimination à l'encontre des femmes à cause de normes et coutumes socio-culturelles et religieuses qui constituent de véritables barrières pour l'autonomisation des femmes et des filles. Cette discrimination, ainsi que le manque d'informations et de connaissances de leurs droits, privent de nombreuses femmes et filles de la possibilité de participer à la vie politique et économique, mais aussi de réclamer ces droits et d'en profiter. En ayant un accès limité à la justice, de nombreuses femmes souffrent encore de violence à caractère sexuel et domestique, dont la pratique de l'esclavage domestique et sexuel (wahaya). Bien que le Niger ait ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, le pays a formulé de nombreuses réserves qui s'opposent à l'objet de la convention, nécessitant encore une révision. Le Niger a adopté son deuxième Plan d'Action National de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, qui couvre la période 2020-2024.

SITUATION HUMANITAIRE, DÉPLACEMENTS ET MIGRATION IRRÉGULIÈRE

Le Niger fait face à une crise humanitaire permanente et grave. Selon l'ONU, le nombre de personnes en détresse a augmenté de 65 %, passant de 2,3 millions en 2019 à 3,8 millions en 2021. Dans les zones de conflit, les abus et violations des droits de l'Homme constituent une préoccupation majeure, avec un nombre sans précédent de civils tués en 2021, ce qui met en évidence le besoin de protection des populations et de surveillance de la situation dans ces zones. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est un problème récurrent qui touche 40 % de la population, et la production de céréales et de fourrage s'avère insuffisante une année sur deux. Cette insécurité est due à la pauvreté, l'insécurité, la dégradation environnementale et des conditions climatiques extrêmes ; pendant la saison des pluies, le Niger subit de violentes inondations. Cette situation touche sévèrement les enfants en particulier, car ils sont exposés à des risques multifactoriels accrus, à savoir une malnutrition grave, un manque d'accès à l'éducation, la violence, les abus sexuels, le travail des enfants, et le recrutement par des groupes armés non étatiques. Ne serait-ce que pour l'année 2021, 579 écoles sont restées fermées dans la région de Tillabéri, selon le gouvernement. Au niveau national, moins de 50 % des enfants âgés de 7 à 16 ans sont scolarisés. 1,6 million d'enfants sont touchés par la malnutrition, dont 450 000 par une malnutrition grave, un niveau bien supérieur au seuil d'urgence de l'OMS.

Le Niger, par son emplacement, est au centre des routes de la migration qui passent par le Sahel et l'Afrique subsaharienne et remontent vers l'Afrique du Nord et l'Europe. Depuis les années 1990, le Niger et plus particulièrement la région d'Agadez sont témoins d'un afflux de migrants qui traversent le pays pour atteindre l'Europe par les régions du Maghreb. Ces mouvements migratoires résultent principalement d'un manque de perspectives économiques, de conflits dans cette région, d'un manque d'opportunités d'emplois pour les jeunes et de problèmes structurels dans les filières de production du secteur agricole, notamment de longues périodes de sécheresse et d'une famine structurelle, encore aggravées par les effets des changements climatiques. Rares sont les Nigériens qui migrent de manière irrégulière vers l'Europe ; ceux qui immigrent le font de manière légale avec des raisons légitimes. En 2021, Frontex n'a enregistré que 29 Nigériens qui traversaient la frontière de manière illégale. La plupart des Nigériens se déplacent à l'intérieur de l'Afrique de l'Ouest et du Nord selon un modèle de migration saisonnier, pour trouver à s'employer dans les secteurs de l'agriculture ou de la construction, ce qui joue un rôle historiquement important pour l'économie et la culture du Niger et de la région. Toutefois, d'autres migrants de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale utilisent le territoire nigérien comme zone de transit dans leur voyage vers l'Europe. Bien que le nombre de migrants qui traversent le Niger ait diminué en 2016 suite à des lois contre la traite humaine, la tendance consistant à éviter les villes et les routes principales rend toute estimation difficile ; mais l'OIM a pu constater une augmentation constante du flux de migrants qui quittent le pays. Le Niger est aussi un pays de destination pour les migrants de la région qui recherchent des opportunités économiques, notamment dans les mines d'or artisanales. Plusieurs de ces mines sont gérées de manière informelle, souvent illégalement, ce qui pose des problèmes sociaux, environnementaux et de gouvernance.

La situation humanitaire au Niger et dans les États voisins a conduit à des déplacements par-delà les frontières et dans le pays. En tant qu'État signataire

de la Convention relative au statut des réfugiés et de son protocole, le Niger a accueilli en mars 2022 plus de 281 000 réfugiés et demandeurs d'asile du Nigeria, du Mali et du Burkina Faso, ainsi qu'une population de déplacés internes d'environ 264 000 personnes. Ces mouvements sont principalement dus à la situation sécuritaire, aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. Le gouvernement a facilité le retour au pays de personnes déplacées internes sur une grande échelle, et il prévoit d'autres retours en grand nombre. Les premiers réfugiés internes, soit environ 40 000 personnes, sont revenus dans la région de Diffa au milieu de l'année 2021.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET RÉSILIENCE

Le Niger est l'un des pays les plus touchés par les changements climatiques, avec des températures qui augmentent 1,5 fois plus rapidement que dans le reste du monde. Les prévisions indiquent une augmentation des températures de 2 à 2,50 dans les zones arides ou semi-arides, et jusqu'à 40 dans la vallée du fleuve Niger. Dans les zones arides, qui constituent les deux tiers du Niger, cette situation aura pour conséquence d'accroître encore la pression qui s'exerce sur les ressources en eau, malgré le fait que les chutes de pluie devraient rester stables voire augmenter dans les décennies à venir, conduisant à une baisse de 10 à 20 % du rendement net des récoltes pluviales en 2050 par rapport à 2020. Avec un débit de 30 millions de mètres cubes par an pour les eaux de surface, et de 33,65 millions de mètres cubes par an pour les eaux souterraines, le Niger dispose de ressources hydriques importantes. Toutefois, moins de 1 % des eaux de surface et moins de 20 % des eaux souterraines renouvelables sont actuellement exploitées. Les défis sont principalement liés aux problèmes de mobilisation des ressources hydriques, à la régulation du débit des cours d'eau de surface et à la répartition équitable des ressources dans les périodes et les années où les déficits hydriques sont plus prononcés. Suite aux contraintes climatiques croissantes qui impactent l'agriculture pluviale, les cultures irriguées deviennent une alternative de plus en plus importante, mais le changement du système de production est rendu difficile par les coûts d'investissement des installations, de l'énergie destinée au pompage, des problèmes de maintenance et de l'application des lois régissant l'accès aux terres. L'accès à l'eau potable varie énormément entre les zones urbaines (90 %) et rurales (47 %). Les conflits autour de l'eau sont principalement liés aux infrastructures hydrauliques pastorales, soit parce qu'il y a une concentration excessive de bétails dans certaines zones à certains moments de l'année, soit parce que l'extension des zones cultivées sur les terres d'élevage limite l'accès des éleveurs aux infrastructures hydrauliques.

Les effets des changements climatiques au Niger s'expriment principalement par des conditions climatiques extrêmes telles la sécheresse et les inondations qui touchent autant les zones urbaines que rurales. Les dérèglements climatiques ont un impact structurel sur les modes de production et le calendrier agricole. Cela a pour conséquence une réduction de la production agricole non irriguée, et pour les bergers, une diminution du foin et de l'eau à leur disposition. Quelques-unes des stratégies d'adaptation habituelles, comme le déplacement du bétail, ne sont plus possibles ou ne sont plus efficaces à cause des contraintes environnementales, mais aussi à cause des problèmes sécuritaires auxquels sont exposés les éleveurs, car franchir les frontières est devenu dangereux. Les changements climatiques ont renforcé les inégalités existantes et touchent principalement les populations les plus pauvres, ce qui renforce aussi les risques de conflits pour le partage des ressources et affecte le bien-être économique et social.

Les autorités nigériennes se sont engagées à lutter contre le réchauffement climatique et à protéger l'environnement, à la fois par des mesures d'atténuation comme la restauration des terres et la fixation des dunes, et par des mesures d'adaptation comme la gestion intégrée des ressources hydriques et la promotion de systèmes de production durables.

La gestion durable des ressources terrestres, hydriques et naturelles est un aspect essentiel de la résilience face aux dérèglements climatiques, et un moyen de prévenir les conflits pour les terres et les ressources, du fait notamment d'une augmentation de l'insécurité liée à la propriété foncière à cause de la croissance démographique. Le gouvernement et différents partenaires ont adopté des mesures pour défricher des terres marginales, mais les investissements sont encore faibles comparés aux besoins. De plus, peu d'actions tendent directement à préserver les sols existants et les ressources forestières. L'assainissement et la préservation des terres contribuent à une adaptation aux dérèglements climatiques en maintenant une structure productive qui renforce la résilience des foyers ruraux, des fermiers et des bergers.

DÉMOCRATIE ET ESPACE CIVIQUE

La société civile est active mais elle se bat pour assurer un contrepoids efficace au pouvoir exécutif. Le gouvernement ne laisse pas beaucoup de place aux organisations de la société civile (OSC) pour qu'elles puissent formellement s'engager dans le processus politique ; toutefois, certaines organisations sont de plus en plus présentes dans la sphère politique, ce qui est particulièrement évident lors des crises politiques. Le lien des OSC avec la sphère politique a conduit à une certaine perte de crédibilité de la société civile aux yeux des citoyens ordinaires, ce qui a affaibli sa capacité à mobiliser les populations durant les marches et les manifestations. Plusieurs OSC ont tendance à s'identifier à leurs dirigeants et souffrent d'un manque de « démocratie interne » du fait du renouvellement limité ou inexistant de leurs instances dirigeantes. Beaucoup d'OSC sont recentrées autour de la capitale, et les problèmes de gouvernance locaux ne font donc pas partie de leur combat. Les OSC locales sont relativement faibles et ne s'engagent pas dans le domaine des droits de l'Homme, mais elles travaillent souvent dans des activités de développement côte à côte avec les autorités communales – et parfois en concurrence avec elles. Les associations islamiques jouent aussi un rôle croissant en influençant à la fois la société et les sphères politiques, mais elles ne s'engagent pas directement dans le processus politique, dans la mesure où les partis d'obédience religieuse ne sont pas autorisés.

Le Niger a pris des mesures positives en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme. Ces progrès sont, entre autres, le résultat d'initiatives de la société civile et de la Commission nationale des droits de l'Homme qui a obtenu le statut A en accord avec les Principes de Paris. Plus généralement, le gouvernement respecte la législation internationale et les instruments légaux adoptés par la communauté internationale, notamment dans le domaine des droits de l'Homme, et le Niger est à jour dans la présentation de ses rapports aux organes conventionnels. Néanmoins, malgré les progrès globaux réalisés pour le respect des droits de l'Homme, des violations de ces droits ont été observées dans plusieurs domaines, notamment des violations du droit de réunion pacifique, de la liberté d'expression, de l'interdiction de la torture et du droit à la vie, dont des cas d'exécutions sommaires. Le gouvernement a pris certaines mesures pour poursuivre en justice les fonctionnaires qui abusent de leur pouvoir, mais l'impunité reste un problème.

La liberté de la presse s'améliore, il a été constaté une diminution des violations de la liberté de la presse ces dernières années. Le paysage médiatique a aussi considérablement évolué avec l'émergence d'une pluralité de chaînes de télévision, de stations de radio communautaires et de médias imprimés. Ces médias indépendants sont actifs et expriment une large variété d'opinions. Dernièrement, les plateformes des médias sociaux et les réseaux sociaux ont été rendus plus largement accessibles et ont été largement utilisés comme moyens de communication, notamment auprès des jeunes qui ont davantage accès à des téléphones mobiles qu'aux chaînes de radio. Les affaires de suspension arbitraire des médias et l'arrestation de journalistes en référence à la législation sur la cybercriminalité remettent toutefois en cause la liberté de la presse, notamment lorsque les journalistes passent des médias traditionnels aux réseaux sociaux.

La corruption reste un problème fondamental à cause du faible niveau de transparence et de responsabilité. Le Niger se trouve à la 124^e place sur 180 dans le classement de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, ce qui est une perte d'un point par rapport à 2020. Selon l'Afrobaromètre (en 2020), la plupart des Nigériens considèrent que la corruption ne cesse de s'accroître. La société civile et les médias jouent un rôle important en révélant la mauvaise gestion publique des fonds, le clientélisme et les désignations contestables dans la fonction publique, etc. De nombreuses affaires très médiatisées qui portent sur des sommes importantes et des ministères clés ont été récemment révélées, mais le suivi et la responsabilisation restent encore limités. La corruption affecte la vie quotidienne des Nigériens, qu'il s'agisse par exemple de la monétisation de l'accès à des services publics gratuits, ou de la corruption liée aux processus d'achats et de distribution qui limite l'accès aux services de base comme les médicaments à bas coûts et les soins de santé.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Le Niger reçoit une aide publique au développement importante (11,1 % du RNB du pays en 2019 selon la Banque mondiale), et comme le pays accueille en outre un système de clusters humanitaires, il est partenaire d'un réseau complexe d'acteurs internationaux résidents et non-résidents qui soutiennent le développement du pays et sa capacité de répondre aux crises. Entre 2014 et 2020, le Niger a vu son aide publique au développement nette multipliée par deux, passant de 315 à 699 millions de dollars sous forme de soutien bilatéral, dont 3,8 % provenant du Danemark, et de 918 à 1928 millions de dollars par le biais de canaux multilatéraux, notamment des partenaires danois comme l'UE, le FMI, les banques de développement régionales et les agences onusiennes. En 2021, les trois principaux secteurs bénéficiaires ont été les infrastructures et les services sociaux, telles l'éducation, la santé et la population, l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, qui ont canalisé 32 % de l'ensemble de l'aide publique au développement, suivis par le secteur de la production agricole, sylvicole et piscicole (24 %) et l'aide humanitaire (18 %). L'ONU intervient au Niger depuis plus de 49 ans par le biais d'organisations, de fonds et d'agences spécialisées. L'équipe pays de l'ONU se compose de 22 unités dont 13 sont des partenaires stratégiques du Danemark. L'aide publique au développement nette que le Niger reçoit a augmenté de manière marquante ces dernières années, ce qui rend potentiellement problématique la capacité de mise en œuvre et d'absorption du pays.

FIGURE 1: SCÉNARIOS

Du fait de la situation fragile au Niger et dans l'ensemble de la région, il n'est pas réaliste de concevoir un scénario positif pour la période 2023-2027. Car même si le Niger parvenait à mettre en œuvre ses politiques et assurer la paix et la stabilité à l'intérieur du pays, les retombées et l'instabilité des pays voisins, le Mali, le Burkina Faso et le nord du Nigeria continueraient à faire pression sur le Niger. Deux scénarios sont proposés, permettant d'obtenir un succès relatif avec une stabilisation de la situation actuelle à court ou moyen terme, ce que reflètent les défis actuels du pays en termes de stabilité, de résilience et de développement:

Dans un **scénario de type « deux pas en avant et un pas en arrière »**, le Niger va continuer à lutter contre l'instabilité, et la dynamique actuelle va se poursuivre ; mais des avancées positives en matière de sécurité seront toutefois possibles grâce à une capacité accrue des forces nationales et une présence renforcée des forces militaires dans le pays. En revanche, cela va augmenter le risque de critiques et de manifestations populaires contre les troupes étrangères et contre le gouvernement, si des résultats positifs ne se concrétisent pas rapidement. Les zones frontalières resteront affectées par la situation sécuritaire, mais sans que le Niger ne perde le contrôle, et il est même possible qu'il puisse regagner progressivement certaines zones géographiques. Les conflits communautaires seront maîtrisés, mais les tensions existantes ne disparaîtront pas. Les améliorations sociaux-économiques seront limitées par la forte croissance démographique et par la nécessité d'allouer un budget conséquent au secteur de la sécurité. La situation politique demeurera fragile mais stable, l'État réalisant des réformes et conservant sa légitimité. Les plus grands facteurs de risques seront la détérioration de la sécurité et de la situation socio-économique.

Dans le **scénario le plus pessimiste**, la situation sécuritaire va s'aggraver considérablement et toucher l'intérieur du pays, isolant potentiellement la capitale Niamey du reste du pays. La présence militaire étrangère n'obtiendra pas de résultats tangibles pour la population, ce qui conduira à un sentiment anti-occidental croissant. Une plus grande corruption, engendrée par les revenus pétroliers, sera une nouvelle

source de conflits et menacera les potentiels de croissance. Les luttes politiques pour le pouvoir et le manque de réaction à l'insatisfaction des populations pourront conduire à un effritement de la légitimité de l'État, conduisant les populations à perdre confiance en la démocratie, ce qui déclenchera des insurrections ou des changements de régime de type inconstitutionnel. Dans un tel scénario, l'équilibre fragile du paysage politique basculera d'une stabilité institutionnelle relative à un effondrement, au risque que l'État soit amené à se dissoudre partiellement, conduisant à une forte augmentation des besoins humanitaires et des déplacements.

Il se peut que l'évolution à venir débouche sur un entredeux – c'est-à-dire qu'elle soit plus négative que les prévisions du scénario « deux pas en avant et un pas en arrière » ne la laissent entrevoir, mais sans toutefois aboutir au scénario le plus pessimiste. Cette évolution sera influencée par l'insécurité ou la stabilité des pays voisins, la présence de groupes armés nationaux et régionaux, la présence de forces externes au Niger, la capacité de l'État à fournir des services de base à une population qui connaît une croissance démographique rapide, la gestion de la crise humanitaire actuelle et de la crise liée aux déplacements.

L'évolution de la situation géopolitique dans le monde suite à l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022 aura aussi un impact sur l'évolution du scénario pour le Niger et la région du Sahel. Cela vaut pour le Mali en particulier, dont le régime toujours plus autocratique s'appuie sur la Russie auprès de laquelle il trouve son inspiration. Des mercenaires russes offrent une protection au régime, ce qui contribue à déstabiliser la situation et à augmenter le nombre de violations aux droits de l'Homme, tout en soutirant des ressources qui devraient revenir à l'armée nationale. Cette évolution ne peut être dissociée des changements géopolitiques mondiaux majeurs. La désinformation russe à propos de l'Occident, notamment au Mali mais aussi dans le reste de la région, représente un défi pour l'espace démocratique. L'envolée des prix des matières premières, en particulier les denrées alimentaires et le pétrole à cause de l'invasion russe en Ukraine, a déjà un impact sur la situation au Niger.

3. RÉALISATIONS, FORCES ET PRIORITÉS POLITIQUES DANOISES

RÉALISATIONS ET FORCES

L'Évaluation Pays Niger (2019) et l'Évaluation à mi-parcours du Programme Pays pour le Niger 2017-2022 (2021) ont confirmé les résultats importants obtenus dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, la stabilisation et la consolidation de la paix, les chaînes de valeur agricoles et la création d'emploi, ainsi que la bonne gouvernance et les droits de l'Homme.

Le Danemark a contribué pendant des décennies à améliorer l'accès à une eau potable de qualité, aux installations sanitaires et à l'hygiène dans les zones rurales ; il est de ce fait un partenaire privilégié et a bonne réputation. Dans la période de 2017 à 2022, le Danemark a donné accès à l'eau potable propre à 140 000 Nigériens et il a répondu avec souplesse aux besoins urgents, notamment au retour des personnes déplacées dans la région du Diffa. Le financement danois est canalisé par le biais du Mécanisme de Financement Commun (MFC) qui a acquis une importance croissante en tant qu'instrument de soutien coordonné et harmonisé. L'Évaluation Pays, l'Évaluation à mi-parcours et les expériences tirées du programme sur le secteur de l'eau 2017-2022 ont mis en évidence le besoin d'augmenter le soutien dédié à la gestion intégrée des ressources hydriques, qui est lié à la fois à l'adaptation aux changements climatiques, à la prévention et la médiation des conflits locaux.

Dans le secteur privé et dans le cadre du développement de l'agriculture, le Danemark a soutenu une croissance économique inclusive, la création d'emplois et le développement de chaînes de valeur agricoles dans les régions de Maradi, Diffa, Zinder et Niamey. Cette aide du Danemark a également renforcé les capacités de son partenaire national, l'autorité HC3N et les parties prenantes principales du secteur privé, notamment les chambres régionales d'agriculture. Cet engagement a amélioré les conditions de vie et la résilience des producteurs, en particulier dans les régions fragiles qui accueillent un nombre croissant de personnes déplacées. Au regard des conflits, l'engagement du Danemark s'est ciblé en partie sur le soutien à l'éducation et aux opportunités d'emploi des jeunes fermiers.

Au regard de la bonne gouvernance, le Danemark a contribué à limiter les risques de conflit en centrant ses efforts sur la relation entre l'État et la société. Le Danemark a soutenu le développement des capacités des institutions étatiques en charge de la gestion de la sécurité, la démographie, les migrations, la liberté d'expression et les défis liés aux droits de l'Homme ; il a également soutenu les OSC dans la gestion des facteurs sous-jacents qui engendrent de l'instabilité, pour obtenir notamment une gouvernance plus démocratique et le respect des droits de l'Homme. Pour répondre aux défis liés aux migrations, le Danemark a travaillé en partenariat avec l'OIM pour le renforcement des capacités des institutions nationales en utilisant des données sur les migrations, et il a soutenu le Niger dans la numérisation des titres de transport, fournissant plus de 26 000 documents aux migrants qui étaient bloqués dans le pays.

Le Danemark n'a pas une présence permanente au Niger, et le Programme Pays 2017-2022 a été mis en œuvre par le biais de partenariats délégués pour assurer une gestion efficace des engagements et des priorités du Danemark, incluant la supervision et l'engagement de l'ambassade du Danemark à Ouagadougou dans le dialogue politique. Les expériences et révisions réalisées dans le cadre du Programme Pays et des partenariats délégués ont montré qu'il existait de nombreux partenariats efficaces permettant d'atteindre les objectifs politiques ; mais ils ont aussi identifié des partenariats moins efficaces qui ne réduisaient pas les frais de transaction de l'ambassade, leur mise en œuvre étant lente ou inefficace, ce qui exigeait un suivi intensif. Les modalités des partenariats délégués prennent tout leur sens dans un contexte où le Danemark n'a pas de présence permanente au Niger, mais elles créent aussi une plus grande distance avec les parties prenantes nationales et elles limitent la visibilité du Danemark. Plusieurs partenaires stratégiques et plusieurs institutions, comme l'Institut danois des Droits de l'Homme, sont présents au Niger depuis des années, et ils ont tissé des liens solides avec les parties prenantes nigériennes, ce qui constitue un grand avantage dans la réalisation des priorités danoises.

PRIORITÉS DE LA POLITIQUE DANOISE DANS SON PARTENARIAT AVEC LE NIGER

Une série d'instruments bilatéraux et multilatéraux pertinents seront mis à profit par le Danemark pour soutenir le développement du Niger en tenant compte de nos valeurs communes, des intérêts et des priorités politiques, en usant de la diplomatie, de ressources sécuritaires, de l'aide humanitaire et d'une coopération de développement bilatérale et multilatérale. En poursuivant la mise en application du nexus humanitaire-développement-paix (HDP), le Danemark est en mesure d'adopter une approche cohérente pour répondre aux besoins immédiats et à court terme, et renforcer le fondement du développement à long terme en consolidant la paix et en réduisant l'instabilité. L'engagement du Danemark dans les questions transversales comme l'égalité des sexes, les droits de l'Homme et la jeunesse seront toujours des questions cruciales à traiter pour résoudre les conflits sous-jacents et les causes des fragilités, et pour mettre en place un développement durable, et apporter la paix et la stabilité. Dans cette région fragile et instable, il est important d'établir une plateforme de coopération agile qui permette de s'adapter aux changements tout au long de la période de la stratégie.

Se basant sur une analyse du contexte et des stratégies et politiques danoises et nigériennes, les priorités de la politique danoise suivantes formeront le cadre du partenariat entre le Danemark et le Niger, conformément aux trois objectifs stratégiques:

- Le Danemark poursuivra sa contribution au processus de consolidation de la paix et de la stabilité au Niger.
- Le Danemark répondra au déplacement forcé et à la migration irrégulière interne comme à celle qui traverse le pays.
- Le Danemark contribuera à renforcer la résilience sur le plan national et local, et à réduire les besoins des personnes touchées par la crise.
- Le Danemark contribuera à la gestion des changements climatiques au Niger.
- Le Danemark encouragera la bonne gouvernance, la démocratie et le respect des droits de l'Homme dans toutes les initiatives.
- Le Danemark soutiendra les transformations en profondeur du pays en promouvant l'égalité des sexes et les droits des femmes et des filles par le biais de la santé, des droits reproductifs et sexuels (SDRS) et de l'éducation.

4. OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE L'ENGAGEMENT DU DANEMARK AU NIGER

Les cinq prochaines années seront essentielles au Niger pour consolider et assurer les avancées démocratiques, réduire la pauvreté et générer de la croissance tout en maintenant la paix et la stabilité dans le pays. Les trois objectifs stratégiques poursuivis par le Danemark entre 2023 et 2027 appuieront la vision du Danemark et mettront en application ses principales priorités politiques, en s'assurant qu'elles répondent aux priorités et aux objectifs que le Niger s'est fixés. Une approche sous-jacente et transversale pour chacun des objectifs consistera à promouvoir un État efficace, démocratique et responsable, mais aussi à inclure les groupes marginalisés, les femmes et les jeunes. Les priorités politiques et les objectifs stratégiques du Danemark qui sont présentés dans ce cadre stratégique ont fait l'objet d'une consultation avec le gouvernement nigérien et diverses autres parties prenantes du pays. Elles sont parfaitement alignées sur les priorités et les objectifs nationaux du Niger, tels que définis dans les six axes stratégiques du nouveau plan de développement national pour le Niger qui est en cours d'élaboration.

4.1. OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 : RENFORCER LA STABILITÉ ET PRÉVENIR LES CONFLITS, LES DÉPLACEMENTS ET LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE

Principale contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies : objectif 10 (réduction des inégalités), objectif 16 (paix, justice et institutions efficaces), et objectif 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).



Le premier objectif stratégique a pour but de renforcer la stabilité et de prévenir les conflits, les déplacements et la migration irrégulière. Le Danemark aidera le Niger à maintenir la paix et à assurer la stabilité en renforçant la prévention des conflits, en consolidant la paix et en s'attaquant à certaines des causes sous-jacentes des déplacements internes et d'une migration potentiellement irrégulière vers l'Europe. Pour y parvenir, le Danemark utilisera différents instruments en vue d'obtenir des réponses au niveau régional, national et local, certains instruments étant déjà en place.

CONSOLIDATION DE LA PAIX ET STABILISATION

Le Danemark prendra part à des initiatives de stabilisation pour contrer les menaces transfrontalières, notamment l'extrémisme et la violence, dans la région du Sahel, en étroite coopération avec ses alliés et en prenant part à diverses initiatives multilatérales comme la Coalition pour le Sahel, dont l'Alliance Sahel et l'initiative P3S, en mettant en avant la propriété et le respect des

droits de l'Homme et des normes internationales. Le Fonds danois pour la Paix et la Stabilisation (PSF) sera un instrument fort pour promouvoir cet objectif. Les instruments de l'Union européenne, comme la mission civile EUCAP Sahel Niger, seront des outils importants pour l'amélioration du secteur de la sécurité intérieure du Niger et de ses capacités dans la lutte contre les menaces à la sécurité et contre le crime organisé. À mesure que la structure sécuritaire du Sahel se déplace vers le Niger, l'engagement militaire du Danemark en partenariat avec les alliés et les forces de sécurité et de défense nigériennes pourront potentiellement être utilisées en supplément. Comme les pays voisins perdent progressivement le contrôle de leurs territoires qui bordent le Niger, l'aide militaire des partenaires internationaux restera importante ; toutefois, une telle assistance devra être fournie avec l'attention requise pour éviter une flambée du sentiment anti-occidental qui risque d'être source d'instabilité politique. L'aide potentielle du Danemark doit être clairement fondée sur les principes de transparence, de responsabilité et de respect des droits de l'Homme.

L'intégration de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité, dans les interventions basées sur les plans d'action respectifs du Danemark et du Niger, constituera également un instrument important pour renforcer la paix et la sécurité, et plus particulièrement pour revendiquer le droit des femmes à une participation pleine et entière dans la prévention des conflits, les efforts de stabilisation, et la protection des femmes et des filles dans les situations de conflit. Le Danemark est à la tête de l'initiative Appel à l'action pour la protection contre la violence basée sur le genre (VBG) dans les situations d'urgence 2022-2023, et l'atténuation des risques de VBG sera un objectif fondamental de son action humanitaire.

Le Niger est pleinement conscient que l'instabilité et l'insécurité actuelles ne peuvent pas être résolues par de simples moyens militaires. Pendant des décennies, le pays a développé la vision d'une « architecture pour la paix » qui intègre à la fois les institutions et les stratégies nationales afin de prévenir les conflits violents. La vision de stabilisation du gouvernement cherche à affirmer la présence et l'importance de l'État en tant que médiateur de conflits auprès des communautés sous pression, ou entre les communautés et l'État. Le Danemark a un solide partenariat avec la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix qui joue un rôle central dans l'architecture nationale de paix et de sécurité, en prévenant et en gérant les conflits entre les communautés dans le pays, et en coordonnant les interventions qui impliquent les autorités, les représentants des communautés et la société civile.

Impliquer les acteurs locaux au niveau des communautés pour créer confiance et durabilité dans les efforts de résolution des conflits est une étape importante du succès. Beaucoup des partenariats bilatéraux auront un impact direct ou indirect sur la paix et la stabilité. Utilisant différents instruments, notamment des programmes régionaux, des partenariats stratégiques et des engagements bilatéraux, le Danemark a soutenu le rôle de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits, et il continuera à le faire. Le Danemark continuera également à utiliser les compétences techniques et les connaissances locales des partenaires stratégiques danois et des partenaires nationaux, dont la commission nationale des droits de l'Homme, pour surveiller les violations des droits humains, créer une cohésion sociale et répondre aux besoins de la population civile tout en garantissant une plus grande responsabilité de la part des troupes de défense et de sécurité. L'implication et le renforcement des capacités

des forces de défense et de sécurité sont essentiels pour susciter la confiance des populations et garantir une paix durable et une résolution des conflits.

GÉRER LES ÉVOLUTIONS DES SCÉMAS MIGRATOIRES ET REMÉDIER AUX DÉPLACEMENTS FORCÉS

La détérioration de la situation sécuritaire au Niger et dans la région du Sahel a conduit à la fois à des déplacements intérieurs au Niger et à un flux de migrants et de réfugiés provenant des États voisins. En outre, les catastrophes naturelles liées aux changements climatiques affectent des milliers de personnes chaque année. À cause des pluies torrentielles et d'inondations, le nombre de personnes déplacées internes augmente fortement tous les ans durant la saison des pluies. Les catastrophes dues à la sécheresse et à la réduction progressive des terres arables suite à la désertification sont aussi cause de déplacements significatifs et d'évolutions dans les schémas migratoires, mais le nombre exact est difficile à quantifier, dans la mesure où ces incidents se produisent graduellement au cours d'une longue période.

Le Danemark s'attaquera à ces deux facteurs de déplacement humain, que sont la sécurité et les changements climatiques, du fait qu'ils sont intimement liés. L'effet combiné des changements climatiques, comme la sécheresse et les déplacements suite à un conflit armé, se recourent souvent. Les populations qui souffrent déjà du fait de l'instabilité et qui fuient les conflits armés, sont souvent frappées de façon disproportionnée par les conséquences des changements climatiques, car elles manquent de ressources nécessaires, ont des abris plus précaires et un accès limité aux prestations. En revanche, les pénuries de ressources et la désertification causée par les changements climatiques peuvent conduire à des conflits plus nombreux entre les bergers et les fermiers, car les nomades déplacent souvent leur bétail dans les zones agropastorales en quête de pâturages plus verts avant la saison des récoltes ou juste après la saison de plantation.

La surexploitation des ressources naturelles et autres impacts environnementaux peuvent causer voire déclencher des phénomènes de violence qu'il faudra alors endiguer. Travailler au sein du nexus HDP et rechercher des solutions durables et à long terme pour les déplacements forcés sont des approches importantes pour faire face aux besoins humanitaires urgents et contribuer au développement sur le long terme. Dans la mesure où l'insécurité et les conséquences des changements climatiques affectent la vaste région du Sahel, le Danemark réagira également aux effets transfrontaliers de ces facteurs de déplacement par le biais du programme régional sur le changement climatique, les conflits, les déplacements et la migration irrégulière. Ce programme vise à renforcer la sensibilité aux conflits en lien avec l'adaptation climatique, à élargir la protection sociale et à étendre l'agriculture intelligente sur le plan climatique aux groupes démographiques vulnérables.

Le Danemark s'est engagé à s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés au Niger, ce qui exige une approche élargie combinant des initiatives humanitaires, de paix et de développement. Cela peut se faire en élaborant et en mettant en œuvre des solutions durables qui répondent aux défis complexes auxquels sont confrontées les personnes déplacées et les communautés hôtes – comme par exemple des interventions précoces basées sur des prévisions qui répondent aux besoins des personnes déplacées et des communautés hôtes – tout en renforçant les capacités locales et la résilience.

MIGRATION IRRÉGULIÈRE

La lutte contre la migration irrégulière reste une priorité politique importante pour le Danemark et l'UE au Niger, mais les autorités nationales ont des ressources domestiques limitées pour répondre à la fois au volet du développement et au volet de la sécurité en matière de migration. Le Danemark s'appuiera sur l'expérience acquise et les partenariats, notamment avec l'OIM, afin de collaborer avec le gouvernement nigérien en développant des capacités pour gérer les migrations, conformément aux engagements du Pacte mondial sur les migrations (PMM). Il s'agira entre autres d'améliorer la collecte et le partage des données, la coordination et le retour des migrants égarés ou bloqués. En tant que pays pionnier du PMM, le Niger a fait preuve de leadership en encourageant des migrations sûres par son soutien aux migrants vulnérables en transit, et en répondant aux besoins des personnes déplacées. Alors que de nombreux acteurs sont impliqués dans la gestion de la migration au Niger, le Danemark a été l'un des rares pays à soutenir la gouvernance de la migration et le renforcement des capacités des institutions nationales, celles-ci manquant souvent de capacités humaines, techniques et financières pour accomplir leur mandat respectif de manière adéquate. D'autres partenaires importants, dont les partenaires stratégiques du Danemark, ont une solide expérience avec les migrants, ce qui peut suppléer aux engagements bilatéraux. Dans la mesure où les changements climatiques bouleversent les schémas migratoires intrarégionaux, le lien entre les défis climatiques et la migration sera étudié plus avant, notamment par le biais d'une approche de coopération à plus long terme entre le Danemark et l'OIM au niveau mondial et régional. La stratégie mondiale du Danemark pour l'OIM 2023-2027 pourra être mise à profit pour lier ensemble la coopération bilatérale et les priorités danoises plus générales, afin de mettre en place un partenariat plus stratégique et à plus long terme avec l'OIM. Les migrations régulières et la mobilité dans la région de l'Afrique de l'Ouest pourront également être soutenues, pour contribuer à une migration ordonnée et à une libre circulation des personnes au sein de la CEDEAO, organisation qui a joué historiquement un rôle important pour l'économie et la résilience des Nigériens.

4.2. OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 : ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

Principale contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies : objectif 1 (éliminer la pauvreté), objectif 2 (éliminer la faim), objectif 6 (eau propre et assainissement), objectif 8 (travail décent et croissance économique), objectif 13 (lutte contre les changements climatiques).



Le Danemark contribuera par une réponse efficace aux besoins des personnes touchées par la crise, et par le renforcement de la résilience des groupes de population vulnérables ainsi que des mécanismes locaux, pour prévenir les crises et conflits humanitaires récurrents en assurant, entre autres, une coordination plus étroite au sein du nexus HDP. Il sera particulièrement attentif à

respecter ses promesses conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable consistant à ne laisser personne de côté. Cet objectif stratégique accordera de ce fait une attention particulière aux besoins des personnes les plus vulnérables, à savoir les personnes déplacées et leurs communautés hôtes, pour renforcer la résilience au niveau national et local.

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le changement climatique est un multiplicateur de risques susceptible d'exacerber les conflits au Niger. L'accès aux ressources naturelles comme l'eau et la terre, l'imprévisibilité des rendements agricoles et l'insécurité alimentaire exercent une pression sur les populations rurales, ce qui contribue aux migrations et aux conflits. Conformément aux priorités du Danemark en vue d'une coopération plus verte, le pays utilisera une multitude d'instruments pour encourager l'adaptation aux changements climatiques du Niger. L'un des domaines à explorer sera la possibilité d'introduire des techniques agricoles intelligentes sur le plan climatique et d'intégrer une énergie verte, comme la combinaison de l'irrigation et de l'énergie solaire. Un autre domaine à explorer sera l'amélioration des méthodes de production agroécologique. Le Danemark a déjà établi une solide coopération avec les autorités nigériennes pour le développement de chaînes de valeur et le soutien aux petites exploitations agricoles et entreprises qui créent de la croissance économique et des emplois verts, en particulier pour les femmes et les jeunes. Pour étayer l'expérience précédemment acquise tout en s'adaptant au contexte actuel du changement climatique et de la crise sécuritaire, le Danemark fournira une large plateforme permettant un dialogue politique sur l'agenda climatique. L'attention particulière apportée à l'adaptation aux changements climatiques dans le présent cadre stratégique respecte le nouveau Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques (CDN) de 2021 qui se penche sur la gestion durable des ressources naturelles, les mesures d'atténuation et d'adaptation dont l'agriculture intelligente, et l'évolution vers une gestion durable de la terre et de l'eau.

Le Danemark contribuera à donner aux populations un accès à une eau potable de qualité, à l'assainissement et à l'hygiène dans le respect de la dignité humaine. Il continuera à apporter son soutien en adaptant davantage la fourniture de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène aux priorités et besoins locaux. Les investissements dans la gestion intégrée des ressources en eau seront privilégiés pour éviter les conflits sur l'accès à ces ressources, car les changements climatiques exercent une pression croissante sur ces ressources, créant alors un lien entre la stabilité et les actions pour le climat. Satisfaire les besoins en eau et en assainissement des personnes déplacées internes sera une priorité ; et avec les organisations humanitaires et divers autres partenaires, il s'agira d'aider le ministère de l'Eau à organiser efficacement le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

RENFORCER LA RÉILIENCE

Le Niger se trouve face à une crise humanitaire et une insécurité alimentaire chronique, et le Danemark se propose de renforcer la résilience de la société en améliorant l'accès à la nourriture, à l'eau et à l'assainissement, en créant des opportunités et du travail, et en soutenant les mécanismes de paix et de médiation dans le cas de conflits locaux sur les ressources. Le soutien du Danemark pour renforcer la résilience de la société en lien avec l'aide humanitaire et l'aide au développement sera mis en œuvre au travers de partenariats

avec le gouvernement, les organisations multilatérales et les partenaires stratégiques danois qui travaillent sous un double mandat dans le domaine de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Le Danemark tirera en outre profit des synergies avec le PAM, entre autres, pour promouvoir la sécurité alimentaire.

Son soutien accordé au secteur rural constitue un point de départ essentiel pour renforcer la résilience au niveau des communautés, dans la mesure où l'agriculture est un secteur créateur d'emplois par excellence. L'agriculture et l'élevage contribuent à assurer les moyens de subsistance des populations rurales et constituent un puissant moteur de croissance économique et de création d'emplois au niveau national et communautaire. Le Danemark contribuera à fournir des opportunités et à protéger et créer des emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes, à renforcer la résilience et à s'adapter au contexte fragile du Niger. Le renforcement de la résilience économique et l'augmentation de la productivité du secteur agricole contribueront fortement à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire tout en promouvant la stabilité et en stimulant l'économie locale. La croissance et les emplois induits par le secteur privé assureront la résilience de l'économie au niveau local et national.

Pour protéger et améliorer les moyens de subsistance pour tous, une attention toute particulière sera accordée au rôle des femmes afin de renforcer la résilience. La majorité des individus qui travaillent dans le secteur agricole sont des femmes, mais celles-ci sont souvent confrontées à de nombreux obstacles qui les empêchent de participer à la vie économique, notamment le droit d'accéder à la propriété foncière.

4.3. OBJECTIF STRATÉGIQUE 3 : PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE, LES DROITS DE L'HOMME ET L'ÉGALITÉ DES SEXES

Principale contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies : objectif 4 (une éducation de qualité), objectif 5 (égalité entre les sexes), objectif 16 (paix, justice et institutions efficaces), objectif 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).



Le troisième objectif stratégique sera consacré à promouvoir la bonne gouvernance, les droits de l'Homme, l'égalité entre les sexes et une société civile indépendante, en mettant l'accent sur les droits des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés. Le Danemark continuera à établir activement des partenariats avec des partenaires qui partagent les mêmes idées et défendent activement la démocratie et les droits de l'Homme au Niger. Nos partenariats multilatéraux avec le système des Nations Unies, en particulier le PNUD, le HCDH, l'OIM, le FNUAP et l'UNICEF, seront utiles pour promouvoir et assurer les normes internationales, et ils contribueront à notre dialogue politique avec le gouvernement nigérien. Dans le cadre de son approche pour la démocratie

et les droits de l'Homme, le Danemark s'efforcera de renforcer le lien entre les actions de développement concrètes et le travail multilatéral normatif sur les résolutions, le mécanisme de l'EPU, etc.

CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

Après le retour de l'ordre constitutionnel en 2011, l'évolution démocratique doit être consolidée. La démocratie et la bonne gouvernance seront encouragées à travers toutes les interventions. L'objectif du Danemark est d'adopter une vue d'ensemble dans son approche sur la démocratie, notamment par un dialogue politique régulier avec le gouvernement nigérien, mais aussi par son soutien et sa coopération avec l'UE, les Nations Unies, les organisations de la société civile danoise et nigérienne, et les institutions nationales. Avoir des institutions publiques responsables et transparentes peut constituer un but en soi en vue d'atteindre les objectifs de développement souhaités, mais cela peut aussi être un moyen d'accorder des droits, en particulier aux personnes les plus vulnérables et exposées. Une bonne gouvernance doit donc être abordée à travers des interventions thématiques pour créer un environnement favorable à la croissance durable et aux emplois, aux actions pour le climat, à l'égalité d'accès à la santé, à l'éducation et à l'eau, par exemple. Le Danemark travaillera pour promouvoir la capacité du gouvernement à garantir le respect des droits de l'Homme et fournir des services de manière ouverte, responsable et inclusive. Après des années de coopération avec la société civile nigérienne et certaines institutions nationales indépendantes comme la Commission nationale des droits de l'Homme, le Danemark est fin prêt à contribuer à l'amélioration d'un espace démocratique et garantir une bonne gouvernance. La corruption est une cause potentielle majeure de conflits. Des initiatives spécifiques de lutte contre la corruption peuvent s'ajouter à l'aide fournie à la société civile, et elles s'inscriront dans tous les engagements à l'aide des dispositifs de transparence et de responsabilité. Le Danemark continuera à apporter son soutien à des élections libres, justes et démocratiques au Niger, en mettant l'accent sur l'inclusion des jeunes et des femmes pour s'assurer que ceux-ci participent activement au processus démocratique pour obtenir un fondement démocratique solide au Niger.

L'ESPACE CIVIQUE ET LES DROITS DE L'HOMME

Le Danemark renforcera activement la diversité et l'indépendance de la société civile et des mouvements populaires au niveau normatif et par des actions programmées. Il continuera à soutenir la société civile et les défenseurs des droits de l'Homme, à encourager les médias libres, les débats ouverts, la liberté de pensée et d'expression – hors ligne et en ligne. Les organisations de la société civile (OSC) sont des acteurs clés pour assurer la responsabilité des institutions publiques et la prise de décision inclusive dans les processus politiques et démocratiques. L'accent sera mis sur la promotion des droits et l'inclusion des groupes les plus vulnérables et désavantagés de la société, c'est-à-dire les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés, dont les minorités religieuses qui se trouvent souvent en dehors de la sphère d'influence politique. Une attention particulière sera apportée aux OSC dirigées par des jeunes, de manière à former une nouvelle génération d'OSC nigériennes susceptibles de stimuler le leadership et la participation de la jeunesse dans tous les domaines de la vie politique et sociale, y compris la prévention des conflits. Alors que les troupes de sécurité et de défense sont en forte augmentation, le respect des droits de l'Homme, y compris les lois internationales qui

les régissent, est un domaine qui nécessite notre attention ; l'Institut danois des Droits de l'Homme notamment agira pour assurer les droits et la protection de tous les civils, quel que soit leur statut. Les médias indépendants et pluralistes jouent un rôle important en fournissant une information objective et de qualité à la population. Comme un nombre croissant de Nigériens ont accès à Internet via leur téléphone portable, les médias sociaux deviennent une source d'informations de plus en plus importante pour de nombreux Nigériens, en particulier les jeunes. L'évolution technologique présente à la fois de grands défis et de grandes opportunités pour la démocratie et les droits de l'Homme. Le Danemark tirera profit de ces atouts numériques, ainsi que de la dynamique et du leadership générés au niveau mondial par l'initiative Tech for Democracy, en étroite coopération avec les acteurs de la société civile et les entreprises privées, pour créer une résilience numérique.

ÉGALITÉ DES SEXES ET SDRS

Le soutien apporté aux changements fondamentaux, en s'attaquant aux causes profondes de l'inégalité, dont l'inégalité entre les sexes, et en renforçant les droits des femmes et des filles, constitue un autre domaine prioritaire. Assurer l'accès aux services de santé en matière sexuelle et reproductive, promouvoir les droits sexuels et reproductifs et divers autres domaines ayant un impact sur la démographie seront autant d'activités importantes pour le Danemark, notamment par le biais des agences onusiennes, des organisations et institutions nationales et des partenaires stratégiques du Danemark qui travaillent au Niger. L'égalité des sexes et les droits des femmes et des filles constituent une priorité multisectorielle qui sera intégrée dans toutes les actions humanitaires, de développement et de paix et sera traitée au sein d'un dialogue politique bilatéral. Le Danemark continuera à travailler conformément aux programmes et normes, en analysant et en identifiant les défis fondamentaux liés à l'égalité des sexes dans ses actions humanitaires, de développement et de paix pour pouvoir intégrer la perspective de genre dans toutes ses interventions et ses partenariats. Le Danemark privilégiera les activités qui encouragent l'égalité des sexes et travaillera activement pour transformer les obstacles structurels et systémiques, les structures du pouvoir ainsi que les normes sociales et de genre qui restreignent les droits et les potentiels des filles et des femmes. Le Danemark travaillera pour renforcer l'égalité entre les sexes en synergie avec les organisations et les institutions nationales, les organisations partenaires stratégiques du Danemark et les partenaires multilatéraux engagés au Niger, comme le FNUAP et l'UNICEF.

Le gouvernement nigérien a fait de l'éducation, et en particulier celle des filles, une priorité nationale pour mettre un terme aux mariages et grossesses précoces, réduire la pauvreté et renforcer le capital humain. Pour le Niger, l'éducation est aussi un moyen de freiner le taux de croissance démographique qui limite la capacité du gouvernement à améliorer le développement humain dans le pays. Les engagements multilatéraux du Danemark dans le domaine de l'éducation, notamment l'Éducation sans délai (ECW) et le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) pourraient être des outils utiles pour aider le Niger à atteindre cet objectif et assurer une éducation de qualité. Il serait opportun d'examiner une possible collaboration avec l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) et avec la Fondation LEGO, afin de mobiliser l'Accélérateur de l'éducation des filles du PME. Le Danemark soutient déjà les fonds thématiques de l'UNICEF concernant la santé, la protection des enfants et l'éducation au Niger.

**FIGURE 2:
APERÇU DES PRINCIPAUX INSTRUMENTS DU DANEMARK POUVANT ÊTRE UTILISÉS AU NIGER**

- Dialogue politique, notamment via l'UE
- Initiatives politiques (G5, Alliance Sahel, P3S – Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel)
- Coopération militaire ou sécuritaire
- Initiatives Team Europe pour le Niger
- Coopération bilatérale pour le développement
- Fonds pour la paix et la stabilité : programme régional pour la paix et la stabilité au Sahel
- Instruments concernant le climat, dont le programme régional sur les changements climatiques, les conflits, les déplacements et la migration irrégulière au Sahel
- Autres initiatives et programmes régionaux, dont le Programme pour la paix en Afrique (PPA)
- Partenariats stratégiques avec des organisations danoises de la société civile (CARE, Caritas, DRC/DDG, International Media Support (IMS), Oxfam IBIS, Red Barnet, Dansk Røde Kors et Dansk Arbejdsmarkedskonsortium)
- Partenariats pour les droits de l'Homme et la démocratie (DIHR)
- Aide humanitaire (organisations multilatérales et organisations danoises de la société civile)
- Institutions de l'UE, dont EUCAP Sahel Niger
- Organisations multilatérales, fonds et programmes, dont des fonds affectés aux agences onusiennes (comme l'OIM, le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF), la Banque mondiale et la Banque africaine de développement
- Instruments financiers dont la Banque africaine de développement et le Fonds vert pour le climat

5. SUIVI DU CADRE STRATÉGIQUE

L'ambassade de Ouagadougou surveillera et évaluera les progrès et les résultats de l'engagement global du Danemark au Niger, en étroite collaboration avec les départements politiques centraux du ministère danois des Affaires étrangères. À cause de la situation profondément instable, une approche adaptable et flexible sera adoptée comme principe général. La pertinence des initiatives, des programmes et des projets sera évaluée durant la phase de mise en œuvre, et il sera possible de modifier les modalités et les instruments si la situation évolue négativement ou évolue vers le pire des scénarios.

L'adaptation et la flexibilité impliquent une surveillance étroite de la situation sécuritaire. En pratique, l'ambassade est partiellement empêchée de remplir sa mission de surveillance car la situation sécuritaire actuelle ne permet pas au personnel de sortir de Niamey. Occasionnellement, des missions conjointes avec des partenaires ayant accès aux mesures de sécurité jugées nécessaires, comme des voitures blindées, pourront avoir lieu. Pour contribuer à répondre à ces défis, l'ambassade étudiera la faisabilité et les options d'utilisation d'un système de surveillance à distance en utilisant la Géo-Capacitation du Suivi et de l'Évaluation (GEMS). En outre, l'ambassade étudiera la possibilité de développer un outil opérationnel de surveillance pour le Niger, semblable à celui qui est en place au Burkina Faso. Celui-ci devra toutefois être adapté en prenant en compte la présence plus limitée de l'ambassade à Niamey.

Comme soutien et complément à la mission de surveillance de l'ambassade, il est prévu d'engager un consultant en surveillance et évaluation indépendant. S'inspirant des expériences positives de la mise en œuvre du Programme Pays pour le Niger 2017-2022, le consultant validera les données fournies par les partenaires d'exécution, il vérifiera les hypothèses et les risques et apportera son aide pour communiquer les résultats obtenus. Du fait du nombre croissant d'engagements multilatéraux financés par le Danemark et d'engagements de la société civile, le consultant en surveillance indépendant intégrera également la surveillance du programme de développement bilatéral avec des indicateurs de résultat choisis parmi les instruments multilatéraux et ceux de la société civile, afin de fournir une image plus complète des avancées et des résultats du portefeuille de développement danois au Niger. Cela exigera la participation et la contribution des départements politiques centraux du ministère danois des Affaires étrangères.

L'évaluation globale des risques sera maintenue à l'ambassade de Ouagadougou et fera partie d'un examen allégé du programme de développement bilatéral effectué une fois par an. Ce mécanisme évaluera si les résultats planifiés ont été obtenus et contribuera à prendre des décisions éclairées. Les partenaires d'exécution aideront l'ambassade à engager les partenaires nationaux pertinents dans un dialogue sur les changements d'orientation possibles ou sur le contenu de solutions alternatives. L'ambassade se maintiendra

régulièrement en contact avec la société civile et les ONG, notamment les partenaires stratégiques danois qui sont présents au Niger. Les réunions annuelles avec la direction générale du ministère danois des Affaires étrangères permettront d'établir une orientation stratégique et évalueront la pertinence des interventions et le besoin d'ajustement selon l'évolution des scénarios et des risques. Ces réunions reposeront sur des informations provenant : i) des résultats d'un dialogue politique annuel entre le Niger et le Danemark ; ii) d'analyses conjointes réalisées par des partenaires bilatéraux et multilatéraux ainsi que par des partenaires stratégiques danois présents au Niger, et iii) d'expériences fondées sur des données provenant de la mise en œuvre de l'engagement danois au Niger.

Le programme de développement bilatéral devrait être mis en œuvre dans le cadre de six ou sept partenariats délégués et d'un ou deux engagements danois directs. Cela reflète un niveau d'ambition un peu plus élevé pour l'engagement du Danemark, par rapport aux huit engagements de coopération déléguée du programme bilatéral précédent. L'ambition sera toutefois étayée par une augmentation des ressources humaines déjà décidée à l'ambassade de Ouagadougou. Le choix des partenaires se fera sur la base d'évaluations financières et d'évaluations de capacité solides de chacun des partenaires, en prenant en compte leurs expériences passées. Les partenaires du programme bilatéral devraient inclure les autorités nationales, les ONG, les organisations multilatérales et divers autres partenaires bilatéraux pour garantir un programme robuste et flexible comportant différentes modalités qui puissent s'adapter aux évolutions et événements imprévus.

L'ambition de l'ambassade étant de renforcer la présence du Danemark au Niger et de stimuler l'engagement dans un dialogue politique stratégique, celle-ci a pris des mesures pour étayer l'organisation logistique de Niamey, elle a établi un bureau mobile auprès de la délégation européenne, et elle a obtenu un véhicule diplomatique avec un chauffeur à plein temps afin de pouvoir répondre au nombre croissant de missions. Bien qu'elle ait étudié la manière d'accroître encore sa présence à Niamey (bureau de projet, conseillers, contrats d'assistance temporaire, etc.), l'ambassade de Ouagadougou continuera à être responsable du dialogue politique stratégique avec le gouvernement, et de la surveillance des projets dans le cadre du programme de développement bilatéral. L'ambassade envisage d'effectuer des missions mensuelles à Niamey et d'accroître la fréquence des visites de suivi financier.

6. PRÉSENTATION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAL

Ce chapitre décrit le programme de développement bilatéral pour le Niger de 2023 à 2027. Les projets de développement reposeront largement sur les expériences danoises précédentes, tout en intégrant les expériences obtenues et les évolutions contextuelles récentes. Le programme bilatéral n'a pas pour but de couvrir tous les aspects des trois objectifs stratégiques mais plutôt d'apporter une complémentarité aux autres programmes, initiatives et instruments danois. En outre, l'accent sera mis sur la synergie entre les actions du Danemark et l'engagement plus large de l'UE au Niger, y compris le Programme indicatif pluriannuel 2021-2027 pour le Niger qui est centré sur la gouvernance, l'éducation et la formation professionnelle, la croissance et l'économie verte.

PRIORITÉS ET CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES CONCERNANT LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAL

Le programme de développement bilatéral abordera les fragilités de manière dynamique dans le but de combiner les résultats rapides et les processus de transformation sur le long terme qui contribuent de manière directe aux priorités générales de la politique danoise. Les projets de développement bilatéraux seront consacrés à des domaines aux besoins urgents et à des domaines où la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la résilience se révèlent particulièrement efficaces. Dans le cas où la sécurité et la situation politique venaient à se dégrader davantage, nous évaluerons les besoins de remplacement des projets ou des instruments du programme bilatéral, en gardant suffisamment de financements non alloués et de flexibilité dans le cadre du programme pour répondre à des évolutions imprévues. Notre fonctionnement se basera sur une solide analyse des conflits et une sensibilité aux conflits, deux approches qui joueront un rôle central pour le suivi et l'adaptabilité de notre engagement. Le programme de développement bilatéral servira également de levier au dialogue politique et stratégique avec le gouvernement nigérien et les partenaires internationaux comme l'UE, et pour ce qui concerne les initiatives de Team Europe, les Nations Unies et les autres organisations multilatérales, la Coalition pour le Sahel, l'Alliance Sahel et l'initiative P3S.

Assurer une bonne gouvernance, une légitimité et une efficacité des institutions de l'État constituera un important aspect transversal. Outre le niveau national, nous nous efforcerons d'inclure les décideurs locaux, les communautés locales, la société civile et le secteur privé. Le programme bilatéral visera aussi à s'aligner sur d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux, et à assurer une bonne collaboration. Il contribuera à répondre aux inégalités en

ciblant tout particulièrement les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés. Pour que l'engagement du Danemark soit mieux adapté aux préoccupations et aux souhaits de la jeune génération, nous examinerons les possibilités de collaborer avec elle et de la consulter.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAUX DESTINÉS À RENFORCER LA STABILITÉ ET À PRÉVENIR LES CONFLITS, LES DÉPLACEMENTS ET LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE

Pour étayer le premier objectif stratégique, le programme de développement bilatéral se penchera sur la prévention des conflits et les initiatives en faveur de la stabilité. En outre, le programme mettra l'accent sur la migration irrégulière. Les projets bilatéraux seront mis à profit pour approfondir le dialogue politique avec, notamment, le ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses. Dans le cadre de ces projets, les activités suivantes sont envisagées:

Paix et stabilité

Le Danemark continuera à soutenir la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) qui est un organisme spécifique du secteur public ayant le mandat politique de prévenir et de gérer les conflits qui peuvent survenir entre les communautés locales et l'État. La HACP a joué un rôle actif dans la médiation des conflits depuis le milieu des années 1990 ; elle jouit d'une grande crédibilité et est reconnue pour sa capacité à réunir les parties prenantes les plus importantes à la table des négociations. Le Danemark usera de son approche stratégique pour promouvoir encore la capacité de la HACP à réaliser son mandat qui va de la prévention des conflits aux mesures d'atténuation et au processus de consolidation de la paix par le biais d'outils et d'instruments variés. À partir des expériences tirées de la mise en œuvre du Programme Pays 2017-2022, un soutien futur pourrait inclure un renforcement de la résilience des communautés locales dans les zones à risques, et un renforcement de la gouvernance et de la légitimité de l'État, en mobilisant et en coordonnant la présence des autorités locales et régionales au niveau des communautés. En pratique, cela se fait en coordonnant et en garantissant des prestations sociales de base, des dispositions judiciaires et sécuritaires ainsi que des initiatives policières locales. Pour prévenir les conflits, pour répondre à l'émergence des groupes d'autodéfense, et pour promouvoir la cohésion sociale, il sera bon d'inclure les forums locaux qui favorisent le dialogue avec le gouvernement local. Le Danemark pourra contribuer à renforcer la gestion stratégique des interventions de consolidation de la paix au niveau local en soutenant les Conseils départementaux de sécurité (CDS), afin que ceux-ci constituent le lien de coordination principal entre les activités de stabilisation locales et la politique de stabilisation nationale. Nombreux partenaires et acteurs sont engagés dans la paix et la stabilité au Niger, et le rôle de la HACP, qui consiste à coordonner les parties prenantes pour promouvoir une approche intégrée allant de l'alerte précoce à la stabilisation et au développement, pourrait être renforcé pour encourager l'intégration du nexus HDP dans la gestion des crises.

Gestion des migrations

Le Danemark encouragera les institutions nationales compétentes à gérer et coordonner les migrations de manière efficace et intégrée, avec notamment

la mise en œuvre de politiques nationales et d'engagements internationaux comme le Pacte mondial sur les migrations (PMM). L'un des principaux défis de l'État et de ses partenaires a été de formuler une vision à long terme qui prenne en compte le développement et la mise en œuvre de stratégies durables ; celles-ci sont destinées à répondre à la migration irrégulière et à encourager des initiatives qui puissent stabiliser les régions à haute densité migratoire par le biais de leur développement socioéconomique, mais aussi offrir aux migrants potentiels une migration légale et circulaire. En septembre 2020, le ministère de l'Intérieur a pris la responsabilité de la première politique nationale de la migration 2020-2035. Le Danemark s'est fortement positionné dans son soutien à la gestion des migrations et le pays continuera à soutenir la mise en œuvre, par les institutions nationales, d'une stratégie nationale et de visions à long terme dans la gestion des migrations.

Pour avoir travaillé avec OIM Niger, le Danemark a acquis une solide expérience qui peut être mise à profit dans un nouveau projet bilatéral. Dans le cadre de ce partenariat par exemple, le Danemark a coopéré avec l'Institut national de la Statistique pour développer une plateforme nationale sur les données migratoires qui pourrait être élargie pour entrer dans une nouvelle phase. Comme de nombreux migrants se déplacent librement et légalement à l'intérieur de la zone CEDEAO, il est envisageable d'examiner les activités qui encouragent les voies de migration légales. Le Danemark a l'expérience adéquate pour coopérer avec les autorités sur la numérisation des titres de transport, ce qui facilite grandement les migrations pour les migrants qui souhaitent rentrer dans leur pays mais n'ont pas les papiers nécessaires.

Le Niger est devenu progressivement une destination finale pour les migrations intra-régionales, notamment du fait des opportunités de travail informel, dans le secteur des industries extractives (surtout l'or) ; il serait pertinent d'examiner la manière dont il serait possible de tisser un lien entre les initiatives de stabilisation et les droits de l'Homme, conformément à l'objectif stratégique 3. Le projet mettra principalement l'accent sur les jeunes et les femmes qui migrent et sont exposés à différents risques supplémentaires.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAUX POUR SOUTENIR L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET RENFORCER LA RÉSILIENCE

Pour conforter le deuxième objectif stratégique, le programme de développement bilatéral soutiendra une adaptation aux changements climatiques en mettant l'accent sur le secteur de l'eau et le secteur agricole. Des interventions concrètes seront conçues pour satisfaire aux objectifs relatifs à l'adaptation des changements climatiques (et à leur environnement), tels qu'ils sont fixés dans la loi de finance danoise pour le Niger. Dans le cadre de ces projets, les activités suivantes sont envisagées:

L'eau et l'assainissement

Nous voulons accroître le nombre de personnes qui ont accès à une eau potable propre, à l'assainissement et à l'hygiène dans les zones rurales où les changements climatiques se ressentent fortement sur la population la plus pauvre, notamment les femmes et les enfants. En prenant appui sur les expériences passées, les financements danois pourraient être canalisés par le biais du Mécanisme de Financement Commun (MFC) qui est alimenté par les fonds

de l'État et des partenaires et constitue le cadre principal du gouvernement nigérien dans le financement des investissements publics du secteur de l'eau. Afin d'améliorer la bonne gestion de ce secteur, le Danemark pourrait en outre apporter plus de soutien auprès des autorités centrales, notamment pour mieux répondre aux priorités et aux besoins locaux en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

Un principe important qui sous-tend ce futur soutien est l'optimisation du financement danois par le biais d'interventions au sein du nexus HDP, qui associe une fourniture rapide de services d'approvisionnement en eau et de l'assainissement, et un renforcement de la résilience et de la durabilité à long terme. Les expériences ont montré que la gestion des situations d'urgence humanitaire en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène ne s'accorde pas toujours facilement à l'approche prônée dans les programmes. Pour répondre aux besoins non prévus, le Danemark pourrait établir un soutien humanitaire visant à déterminer des solutions aux problèmes d'urgence en matière d'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour les groupes de population les plus vulnérables, en particulier les personnes déplacées internes. Pour garantir la flexibilité et la rapidité voulue, un fonds d'adaptation axé sur les situations pourrait être envisagé avec le ministère de l'Eau, afin de résoudre des problèmes humanitaires spécifiques en matière d'eau, d'assainissement de d'hygiène pour les personnes déplacées internes.

Gestion des ressources en eau

Une meilleure gestion des ressources hydriques du Niger sera une avancée essentielle pour s'adapter aux changements climatiques et garantir un accès à l'eau qui soit équitable et pacifique. Grâce à sa longue expérience dans le secteur de l'eau, le Danemark va accroître son soutien à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) du Niger. Les priorités du Plan d'Action National pour la GIRE contribueront à identifier le soutien à venir, et la formulation du projet aura lieu en étroite collaboration avec le ministère de l'Eau.

Les évaluations concernant le soutien danois au secteur de l'eau nigérien montrent qu'il est nécessaire de reconsidérer les partenaires et les approches afin de mieux répondre aux défis que pose la gestion des ressources en eau dans une perspective incluant les changements climatiques. Le futur projet pourra avoir pour but de renforcer le cadre institutionnel et la bonne gouvernance des ressources en eau à travers un soutien auprès des autorités nationales et des autorités locales, en développant une vision commune et un outil de planification pour la gestion et la mobilisation des ressources nationales en eau destinées à la population, au bétail et à l'agriculture.

Comme le manque d'accès aux ressources en eau est un facteur de conflit, en particulier pour les communautés locales, les fermiers et les bergers qui rivalisent pour accéder aux ressources naturelles limitées, et à l'eau notamment, le projet pourrait contribuer à une médiation et une résolution du conflit au niveau local. Le projet pourrait également contribuer à développer des mesures d'adaptation aux changements climatiques, en adaptant par exemple les systèmes d'alerte rapides existants qui visent les personnes pauvres et vulnérables.

Résilience locale et nationale

Le Danemark contribuera à réduire la pauvreté et l'impact des changements climatiques en améliorant la résilience des communautés rurales vulnérables en particulier. Une attention particulière sera apportée au chômage des jeunes dans les zones fragiles, tout en abordant la question de la stabilité.

L'adaptation aux changements climatiques se fera par l'introduction et la mise à l'échelle de solutions écologiques, une approche au cœur des priorités du Danemark. Les pompes solaires, les systèmes d'irrigation, les semences améliorées et l'agriculture intelligente sur le plan climatique pourront contribuer à améliorer les revenus des populations vulnérables dans les zones de conflit, où certaines personnes pourraient être attirées par des sources de revenus illicites en rejoignant des groupes terroristes, par exemple. Une aide et des opportunités pourraient être apportées aux personnes déplacées et aux familles hôtes dans une même zone. Une étude sera réalisée pour explorer la synergie et la complémentarité du projet FIDA financé par le Danemark dans le cadre du programme régional existant, et qui s'intéresse au lien entre les conflits, les changements climatiques et les migrations.

La résilience de l'économie nationale et de l'emploi est une priorité complémentaire. Le Niger s'est fixé des objectifs de développement national ambitieux qui visent à dépasser l'agriculture de subsistance, à mieux utiliser les ressources en eau souterraine, et à renforcer le secteur privé dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour doper la croissance économique et l'emploi. Le Danemark étudiera la possibilité de fournir des services-conseils possédant une forte dimension climatique. Son expérience acquise comme consultant technique auprès des fermiers s'est révélée positive dans son approche basée sur la chaîne de valeur. Il pourra s'agir d'un soutien technique sur la diversification des récoltes, des pratiques de gestion agricole, la productivité des terres et des informations sur l'adaptation au climat par le biais de plateformes numériques. Un soutien institutionnel pourra également être fourni auprès des chambres régionales d'agriculture et des réseaux nationaux pertinents, en tirant parti des expériences antérieures positives.

Le Danemark examinera également la possibilité de favoriser l'accès au financement d'investissements ayant trait au climat auprès des fermiers qui dépendent de l'agriculture pluviale et irriguée, sous la forme de mécanismes de financement nouveaux et innovants, y compris ceux qui mobilisent un financement plus privé de ce secteur. La possibilité de subventionner de petites infrastructures d'irrigation, ou de développer un mécanisme de prêt pour soutenir les infrastructures d'irrigation, sera examinée, en synergie si possible avec l'engagement sur le secteur de l'eau. Les mécanismes de financement des investissements ayant trait au climat et susceptibles d'être étudiés incluront les organismes de garantie comme le Fonds Africain de Garantie, GuarantCo, et l'Initiative High Risk High Impact de l'IFU.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAUX VISANT À PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE, LES DROITS DE L'HOMME ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Pour conforter le troisième objectif stratégique, le programme de développement bilatéral aura pour but de renforcer la bonne gouvernance, l'espace

civique et les droits de l'Homme. En outre, l'objectif stratégique abordera l'égalité des sexes, la santé et les droits reproductifs et sexuels (SDRS). Il mettra particulièrement l'accent sur les droits des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés. Dans le cadre de ces projets, les activités suivantes sont envisagées:

Gouvernance démocratique et droits de l'Homme

Le Danemark a, de longue date, un partenariat solide avec les organisations de la société civile et les autorités nationales indépendantes afin de dialoguer, protéger et défendre les droits de l'Homme et de garantir des organisations responsables et inclusives. Le Danemark est un partenaire reconnu et fiable dans ce domaine, et son engagement constant est important pour poursuivre le développement des capacités de la société civile et des autorités nationales indépendantes, de manière à ce que celles-ci puissent s'engager, de manière effective et constructive, avec les autorités gouvernementales nigériennes pour défendre une gouvernance démocratique. Le projet envisagé appliquera une approche basée sur les droits de l'Homme en s'attachant à garantir que les droits des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés soient protégés et renforcés. L'aide s'adressera aux détenteurs de droits et les soutiendra pour qu'ils gagnent en confiance et aient la capacité d'affirmer leurs droits ; et elle s'adressera aux porteurs de droits, par des actions de sensibilisation et de formation.

Le projet reposera sur les expériences acquises en soutenant la société civile et les institutions nationales indépendantes. Les fonds devraient être principalement alloués aux organisations de la société civile (OSC) via un gestionnaire de fonds, sous forme d'appels à proposition visant un certain nombre de domaines thématiques, tels les droits de l'Homme, la responsabilité et l'accès à des médias de qualité et à l'information. Ceci est particulièrement pertinent dans un contexte de prolifération des campagnes de désinformation conçues pour manipuler l'opinion publique dans la région en général, et au Niger en particulier. Une importance particulière sera accordée aux OSC ayant un ancrage local pour s'assurer que la gouvernance démocratique et les droits de l'Homme soient encouragés et respectés en dehors des grandes villes. Une attention spécifique sera consacrée aux jeunes organisations qui n'ont que quelques années d'expérience, ainsi qu'aux organisations dirigées par des jeunes, dans le but de contribuer à développer et promouvoir une nouvelle génération d'OSC.

Les activités des projets pourront également s'étendre aux autorités nationales indépendantes, comme pour les programmes précédents. Cette aide pourra soutenir leur capacité de gestion au plan national et régional et leur capacité à traiter les plaintes, améliorer leur capacité de suivi et d'établissement de rapports, et rendre les autorités et les citoyens attentifs aux normes nationales et internationales dans leurs domaines respectifs. Le Danemark soutient actuellement la Commission Nigérienne des Droits de l'Homme (CNDH) et le Conseil Supérieur de la Communication (CSC), mais d'autres institutions nationales pourraient également être prises en considération. Un partenariat avec des autorités nationales indépendantes pourrait être conclu dans le cadre d'un engagement plus important avec la société civile, comme le Programme Pays 2017-2022 ; mais il pourrait aussi être conçu comme un projet séparé

pour affermir l'engagement d'une ou plusieurs de ces autorités, ce qui pourrait renforcer encore le dialogue politique sur des problématiques essentielles touchant les droits de l'Homme et la bonne gouvernance.

Égalité des sexes et SDRS

Pour promouvoir l'égalité entre les sexes, le Danemark mettra l'accent sur la santé et les droits reproductifs et sexuels (SDRS) en renforçant l'accès aux services dans le domaine de la SDRS. Cela complètera efficacement le financement danois potentiel destiné à l'éducation des filles au Niger en recourant à divers instruments multilatéraux. L'égalité des sexes et les droits des femmes seront systématiquement abordés dans le cadre des activités danoises, mais il n'en sera pas moins important de continuer à fournir un soutien ciblé dans ce domaine, notamment comme outil d'amélioration du dialogue politique avec le gouvernement. Les expériences tirées d'anciens programmes danois, y compris le choix des modalités, seront mises à profit. Les interventions destinées à promouvoir les droits des femmes et des filles, l'accès à une éducation sexuelle complète, l'accès au planning familial et aux services de santé maternelle ainsi que l'inclusion et la sensibilisation des hommes et des garçons sur l'importance de l'égalité entre les sexes et de la SDRS, sont autant de voies possibles pour répondre aux inégalités. Le précédent Programme Pays avait mis l'accent sur la création d'une capacité institutionnelle pour répondre efficacement à la croissance démographique et aux enjeux de la SDRS. Les acteurs non-étatiques comme les chefs traditionnels et les organisations de la société civile ont aussi été inclus. Cette expérience de travail avec des autorités formelles et informelles pourra être renforcée davantage dans le cadre d'un futur soutien.

Comme 75 % des jeunes filles se marient avant l'âge de 18 ans, une éducation sexuelle complète et l'accès à l'information pour les jeunes filles et les adolescents reste une priorité. Les efforts seront dirigés tout particulièrement vers les femmes et les filles vulnérables et marginalisées, y compris les filles qui ne vont pas à l'école. Le gouvernement du Niger est particulièrement attentif à freiner la croissance démographique. Le Danemark fournira un appui aux capacités nationales afin qu'elles développent des politiques et des programmes nationaux, qu'elles renforcent la capacité des institutions nationales à intégrer des analyses sur la dynamique des populations fondées sur des données, la SDRS, l'égalité entre les sexes et leurs liens avec le développement durable. Dans le cadre du programme bilatéral, un projet spécifique sera prévu pour promouvoir l'égalité des sexes et les droits des femmes et des filles, y compris la SDRS. À cause de l'instabilité actuelle qui existe au Niger, il s'agira tout particulièrement de répondre aux besoins en SDRS des femmes et des filles dans les situations de conflit, dont la lutte contre la violence à caractère sexiste.

**BUDGET DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAL –
RÉPARTI EN FONCTION DE LA LOI DE FINANCE 2023**

	Allocation initiale*	Réserves d'adaptabilité*	Total*
Renforcement de la stabilité et prévention des conflits, des déplacements et de la migration irrégulière	135,0	30,0	165,0
Adaptation aux changements climatiques et renforcement de la résilience	380,0	60,0	440,0
Promotion d'une bonne gouvernance, des droits de l'Homme et de l'égalité des sexes	145,0	40,0	185,0
Révision, enseignement adaptatif, suivi et évaluation	10,0	-	10,0
Total	670,0	130,0	800,0

* En millions de DKK.

Le budget provisoire comporte des fonds non alloués ainsi que des allocations destinées aux évaluations et aux études pour chaque objectif stratégique, afin de s'assurer qu'il y ait suffisamment de flexibilité et d'adaptabilité dans la mise en œuvre du programme.

ANNEXE 1 – INDICATEURS

NIVEAU D'IMPACT

VISION D'ENSEMBLE :

« Prévenir les conflits violents et soutenir les efforts de paix et la stabilité dans le respect d'une bonne gouvernance et des droits de l'Homme, mais aussi réduire la pauvreté et les inégalités en renforçant la résilience et en favorisant une croissance inclusive et durable. »

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

1. Accroître la stabilité et prévenir les conflits, les déplacements et la migration irrégulière avec l'objectif de promouvoir les efforts de paix et de gérer les causes structurelles à la base des changements dans les modèles migratoires, dont les déplacements et la migration irrégulière.

2. S'adapter aux changements climatiques et renforcer la résilience avec l'objectif de réduire la pauvreté et de prévenir les sources de conflit en s'adaptant aux changements climatiques et en garantissant un accès plus large et plus juste à l'eau, à la croissance de l'économie verte et aux possibilités de carrière.

3. Encourager la bonne gouvernance, les droits de l'Homme et l'égalité entre les sexes pour renforcer la démocratie et promouvoir la société civile, les institutions publiques responsables et les droits de l'Homme, notamment l'égalité entre les sexes ainsi que la santé et les droits reproductifs et sexuels (SDRS), de manière à pouvoir lutter contre les causes profondes de l'inégalité, de l'exclusion, de la discrimination et des conflits.

INDICATEURS ET MOYENS DE VÉRIFICATION (MOV)

1. Stabilité

Objectif de développement durable 16.3.3 : Mécanismes de résolution des conflits. MoV : Base de données de la Banque mondiale

2. Prévention des conflits

Objectif de développement durable 16.1.2 : Décès liés aux conflits. MoV : ACLED

3. Pauvreté

Objectif de développement durable 1.2.1 : Part de la population qui vit sous le seuil de pauvreté. MoV : Base de données de la Banque mondiale

4. Migration

Objectif de développement durable 10.7.3 : Migration sûre. MoV : Données du Projet Migrants Disparus de l'OIM

1. L'eau et l'assainissement

Objectif de développement durable 6.1.1 : Accès à l'eau potable. MoV : Base de données de la Banque mondiale

2. Ressources en eau

Objectif de développement durable 6.5.1 : Gestion intégrée des ressources en eau. MoV : Portail de données GIRE

3. Résilience

Objectif de développement durable 2.1.2 : Prévalence de l'insécurité alimentaire. MoV : Base de données de la Banque mondiale

4. Croissance économique

Objectif de développement durable 8.6.1 : Part des jeunes qui ne suivent pas de formation et n'ont pas d'emploi. MoV : Base de données de la Banque mondiale

1. Bonne gouvernance

Objectif de développement durable 16.6.2 : Institutions efficaces, responsables et transparentes. MoV : Indice de perception de la corruption de TI

2. Droits de l'Homme

Objectif de développement durable 16.a.1 : Commissions nationales indépendantes des droits de l'Homme MoV : Statut GANHRI

3. Éducation

Objectif de développement durable 4.5.1 : Indices de parité pour l'éducation. MoV : Base de données de la Banque mondiale

4. Égalité des sexes et SDRS

Objectif de développement durable 5.3.1 : Taux de mariages d'enfants. MoV : Données UNICEF

ANNEXE 2 – CHIFFRES CLÉS

INDICATEUR	VALEUR	ANNÉE	SOURCE
Chiffres économiques clés			
Superficie (en milliers de kilomètres carrés)	1 267 000 km ²	-	WB WDI
Population	24 206 636	2020	WB WDI
Produit intérieur brut, PIB (actuel, en USD)	13.741.378,45 USD	2020	WB WDI
Croissance du PIB (pourcentage annuel)	1,4 %	2021	WB
PIB par habitant (actuel, en USD)	567,7 USD	2020	WB WDI
Indice « Ease of doing business » (1=la législation la plus favorable aux entreprises)	132	2019	WB WDI
Consommation finale du gouvernement (en % du PIB)	15,6 %	2020	WB WDI
Recettes fiscales (en % du PIB)	18,0 %	2019	OECD
APD nette reçue par habitant (actuel, en USD)	63,9 USD	2019	WB WDI
APD nette reçue en pourcentage du RNB	11,1 %	2019	WB WDI
Balance des paiements, en % du PIB	-13,2 %	2020	WB WDI
Total du service de la dette (en % du RNB)	1,4 %	2020	WB WDI
Inflation, prix à la consommation (modifications annuelles en %)	3,8 %	2021	WB WDI
Chiffres sociaux clés			
Croissance démographique (annuelle, en %)	3,8 %	2020	WB WDI
Espérance de vie à la naissance, total (années)	63 ans	2020	WB WDI
Population entre 15 et 64 ans (en % de la population totale)	48 %	2020	WB WDI
Population urbaine (en % de la population totale)	17 %	2020	WB WDI
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (1000 naissances viables)	78	2020	WB WDI
Taux de mortalité maternelle, estimation modélisée pour 100 000 naissances viables	509	2017	WB IDA
Accès à l'eau potable propre (en % de la population totale)	47 %	2020	WB IDA
Médecin (pour 1000 personnes)	0,04	2016	WB IDA
Prévalence du VIH, total (en % de la population âgée de 15 à 49 ans)	0,2 %	2020	WB WDI
Inscriptions en primaire (% net)	66,4 %	2019	WB WDI
Sous le seuil de pauvreté de 1,90 USD par jour (PPA 2011) (en % de la population totale)	41,4 %	2018	WB WDI

INDICATEUR	VALEUR	ANNÉE	SOURCE
Part de revenus détenue par les 20 % les plus pauvres	7,6 %	2018	WB WDI
Chiffres environnementaux clés			
Forêts (en % des terres)	0,9 %	2020	WB WDI
Accès à un assainissement de base au minimum (en % de la population totale)	14,8 %	2020	WB WDI
Émissions de CO ₂ (tonne par habitant)	0,1 %	2018	WB WDI
Production électrique durable (en % de la production électrique totale)	0,75 %	2015	WB WDI
Chiffres clés relatifs aux droits de l'Homme			
Droits politiques, 0 à 40 points	23	2021	Freedom House
Droits civils, 0 à 60 points	28	2021	Freedom House
Nombre d'instruments ratifiés en matière des droits de l'Homme (sur 13)	12	-	OHCHR
Classement de la liberté de la presse (1-180)	59	2022	Journalistes sans frontières

DANMARK – NIGER

CADRE STRATÉGIQUE 2023-2027

MARS 2023

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK

Asiatisk Plads 2
1448 Copenhagen K

Téléphone : +45 33 92 00 00

Fax : 32 54 05 33

um@um.dk

www.um.dk

Conception: Kontrapunkt

La publication peut être téléchargée via :

www.um.dk

Le texte peut être cité librement.



www.um.dk